

# Rouge

Ecole

Préparer  
le 25 avril

P 3 et 4

M 1578 N° 1106 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 30 mars au 5 avril 1984

## En colère, mais pas aveugles

« La colère des travailleurs serait justifiée si le gouvernement choisissait de s'aligner sur les plans du CNPF », vient de déclarer André Sainjon, dirigeant de la CGT, en parlant de la sidérurgie. Mais les « si » ne sont pas de mise sur cette question, et d'ailleurs, le même mardi, Jacques Delors rappelait tranquillement sur Europe 1 : « Cette année, les licenciements économiques grimperont au rythme de 30 000 par mois. »

Le pudique rideau de fumée que s'ingénient à répandre les dirigeants du PCF et de la CGT est donc dissipé jour après jour par le vent austère des décisions gouvernementales. Ainsi, les fonctionnaires auront enfin appris par la bouche de Mauroy qu'ils ne devront pas compter sur des augmentations salariales en 1984, ce que Le Pors feignait d'ignorer.

Nul doute, la colère est justifiée... Mieux, la convocation par le CNAL de manifestations dans tout le pays pour l'école laïque confirme que si on le laisse faire, ce gouvernement s'alignera toujours plus sur le patronat et capitulera devant la droite. Seule la mobilisation peut le contraindre à cesser cette politique.

Donc, au-delà de la colère impuissante, l'action résolue apparaît de plus en plus nécessaire.

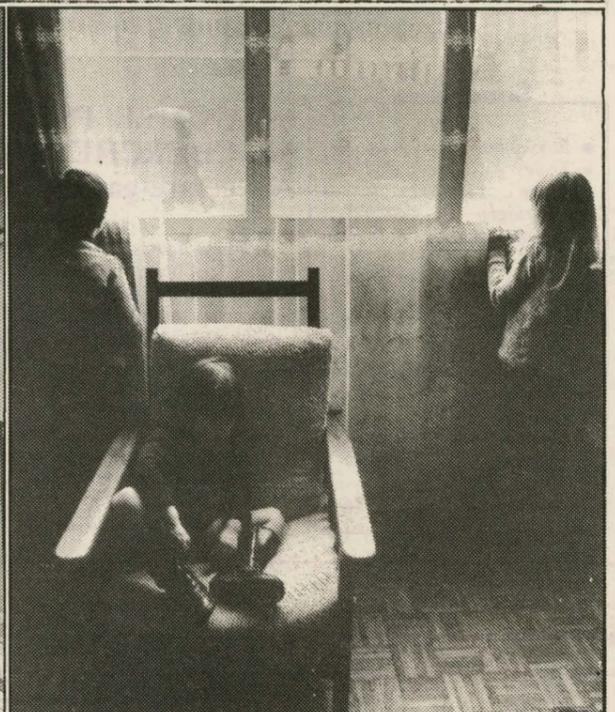
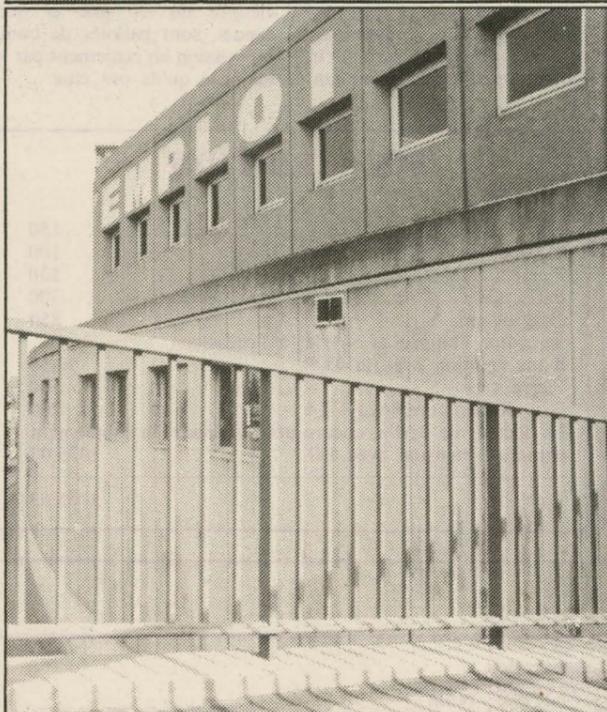
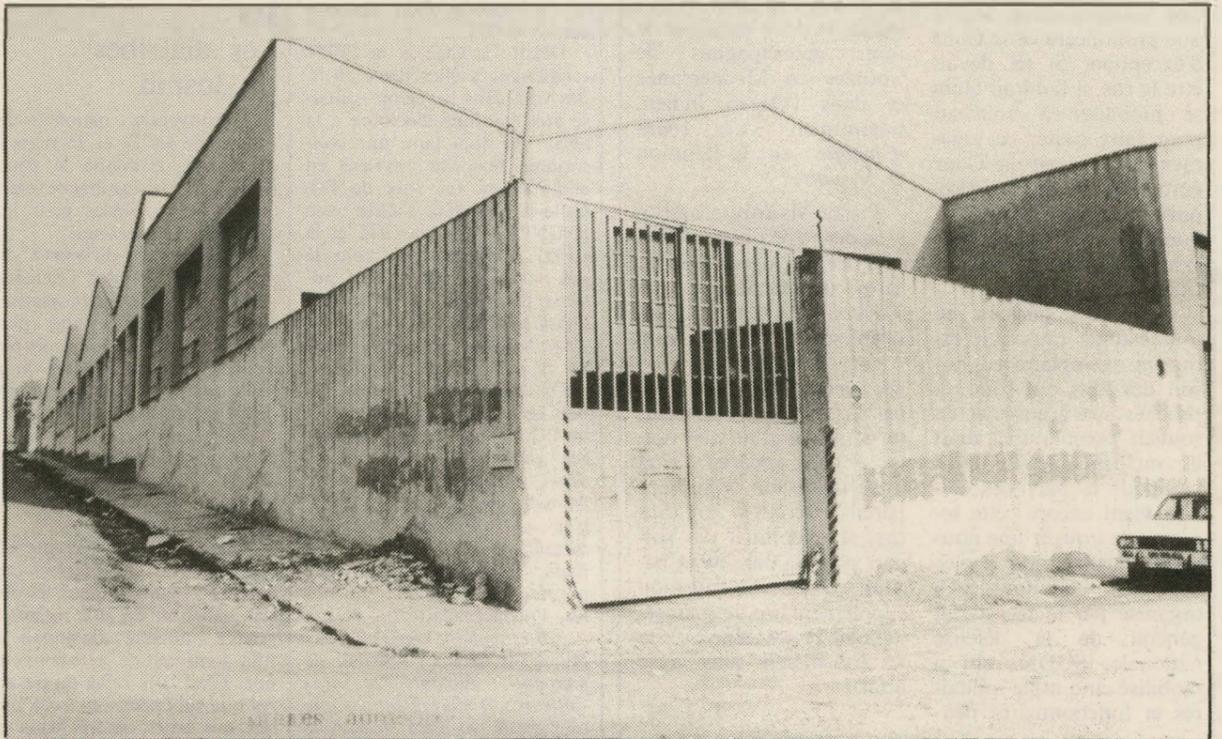
Face aux charrettes de licenciements, des centaines de milliers de travailleurs de tous les secteurs touchés ont déjà manifesté leur refus.

Délors vient de le dire... 120 000 licenciements sont prévus. Alors, va-t-on se donner les moyens de les empêcher ? Dans ce cas, il ne suffit pas de justifier la colère comme le fait Sainjon.

L'heure n'est pas à faire croire que l'on serait impuissant face à une telle situation.

La colère des sidérurgistes et des travailleurs promis aux licenciements mérite une autre réponse. Celle d'un mouvement d'ensemble contre cette politique de chômage, pour gagner, car l'heure n'est pas à enterrer le 10 mai.

## L'austérité c'est trois millions de chômeurs en 85



### Sidérurgie

Mobilisation  
unitaire

P 6.7

### Italie

Un million  
contre l'austérité

P 12

### Police

Une nouvelle  
crise

P 5

REPERES

Procès de Landau

En attendant le verdict

Oseront-ils les condamner ? Telle est la question lancinante qui se pose à propos du verdict que rendront le 29 mars les juges du Tribunal aux armées de Landau contre nos deux camarades, Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz, pour leur prise de position, avec désormais près de huit cents de leurs camarades, en faveur du retrait des troupes étrangères d'Allemagne.

A l'issue de l'audience du 23 février, l'acquittement aurait dû s'imposer, mais il y a la raison d'Etat et c'est très probablement une condamnation légère que prononcera cette Cour d'exception. Si tel devait être le cas, il faudrait alors se mobiliser à nouveau pour faire casser ce jugement inique par la Cour européenne de justice, puisque les arrêts de ce tribunal d'exception ne peuvent pas faire l'objet d'autres appels.

Ce procès gardera en tout état de cause un caractère exemplaire en raison des faits qui sont reprochés aux accusés et du soutien exceptionnel dont ils ont bénéficié. Le combat pour la paix des soldats vient encore cette semaine de trouver une nouvelle justification avec l'exercice « Gymont 84 » organisé par le secrétariat général de la défense nationale (SGDN) qui a mobilisé cinq mille militaires et fonctionnaires pen-

dant 72 heures. Exercice certes fictif, mais qui n'en démontre pas moins que les principaux rouages de l'Etat se préparent concrètement à la guerre en général, à la guerre civile en particulier.

Il s'agissait de faire face « à des menaces pesant sur la continuité de l'exercice de l'autorité gouvernementale », mouvements sociaux dont des grèves dans les principaux services publics en France, combinés à une mise en état d'alerte des troupes soviétiques et est-allemandes survenue après de graves incidents en Pologne, et pour pimenter le tout, accompagnés de troubles en Méditerranée et dans l'Océan Indien, notamment « des coups d'épingle » sur la Réunion et Mayotte.

Pierre Mauroy a assisté à la dernière phase de cet exercice, le jugeant sur la forme mal ficelé parce que « irréaliste », déclarant simplement sur le fond « c'est un jeu nécessaire, un jeu important, mais c'est un jeu ». Criminelle imbécillité, à propos d'un état-major et d'un appareil d'Etat impérialiste qui organisent pareils exercices. En tous cas, si le combat des soldats pour la paix avait besoin d'une justification supplémentaire, le gouvernement et ses généraux la lui fournissent ainsi avec éclat

J.-L. M.

Sommaire

- Bloc-notes ..... p. 2
- Ecole ..... p. 3-4
- Police ..... p. 5
- Sidérurgie ..... p. 6-7
- Automobile ..... p. 8
- Echos des entreprises ..... p. 9
- Fédération de la gauche alternative ..... p. 10
- Rapport Sullerot ..... p. 11
- Salvador : Italie ..... p. 12
- Liban ..... p. 13
- Guinée :
- Afghanistan ..... p. 14
- Culture ..... p. 15
- Rassemblement contre l'austérité ..... p. 16

QUAND LE PSU SE CHERCHE... Au centre-gauche !

Jacques Arnol, membre du bureau politique du PSU et directeur de 2A, publication de ce parti, nous donne un « point de vue » qui ne manque pas de sel.

Sous prétexte que, d'après un sondage, 49 % des Français pensent que le clivage droite/gauche est dépassé, il rêve tout haut à un « nouvel espace » pour la gauche.

« Un des enjeux de la période

actuelle n'est-il pas alors de concurrencer ce centre sur le terrain de la "modernité" ? Il est peut-être paradoxal de penser que des "vieux politiques" comme Edgar et Maurice se battent, en partie, sur un terrain qui pourrait être le nôtre. »

Ah ! « modernité », que de choses en ton nom...

Et Arnol de conclure que, pour le PSU, se situer dans cette bataille « peut aussi conduire à des "révisions déchirantes" sur la liberté d'entreprendre par exemple ou sur les formes souhaitables de la démocratie. Mais si être en prise sur la réalité est à ce prix, alors, il faut le payer ! »

Attention, à force d'être branché, de dijoncter !

PCI NANTES Mais dans quelle galère ?

Patrick Hébert, militant de Force ouvrière, vient d'être élu président de la Caisse régionale d'assurance maladie de Nantes. Il a bénéficié des voix de FO (quatre), de la CGC (deux), de la CFTC (deux) et du patronat (sept), toutes rassemblées contre le candidat CGT soutenu par la CFDT.

Détail : la CGT et la CFDT totalisaient à elles deux 50 % des voix dans la région nantaise aux élections d'octobre à la Sécu : de quoi faire une confortable majorité ouvrière en additionnant les voix de FO. Celle-ci a préféré s'allier avec le CNPF, contre la CGT et la CFDT, bafoyant la majorité des votes ouvriers. « Le patronat dirigera la caisse, conclut logiquement la CFDT, ses voix étant indispensables pour assurer la majorité du président. »

Détail piquant, Patrick Hébert est un responsable connu du PCI. Il était « chargé du rapport introductif à l'assemblée-débat », baptisé : « Une autre politique pour la classe ouvrière, pour construire un parti des travailleurs », à Nantes, le 14 mars, lit-on dans le dernier numéro d'Informations ouvrières, l'hebdomadaire du PCI.

« Il est apparu nécessaire, explique-t-il dans ce journal, de regrouper militants et travailleurs qui n'acceptent pas que ceux qu'ils ont porté au pouvoir fassent l'inverse de ce pour quoi ils ont été élus. » Le rapporteur applique sans doute scrupuleusement cette exigence en tant

que président. De la CRAM s'entend. L'alliance avec le CNPF, contre la CGT et la CFDT, figurait donc probablement en toutes lettres dans sa profession de foi.

C'est vrai, cela cloche quelque peu avec ses propos de militant du PCI, proposant une « autre politique pour la classe ouvrière ». S'allier avec le patronat n'a rien de neuf ! C'est justement la vieille tactique que dénonce, avec raison, son parti, et qu'appliquent avec constance ceux que les travailleurs ont élu il y a trois ans dans de tous autres buts !

Alors ? Les actes du président sont-ils sans rapport avec les pensées du rapporteur ?

Pierre Lambert, dirigeant du PCI, nous rassure, une page plus loin, dans le même numéro d'IO. « Le parti révolutionnaire, explique-t-il, exige une discipline dans l'action, pour le reste c'est la liberté de penser sans tabou. » Noté. Patrick Hébert est un responsable discipliné dans l'action, qui pense à son élection... « sans tabou. » Résultat ? Une sacrée carte de visite dans le mouvement ouvrier nantais. « Elu des patrons », dit-on.

Mais dans quelle galère ?

PS Les diatribes de Jospin

La convention nationale du PS, réunie les 24 et 25 mars à Alfortville, a donné le coup d'envoi de la campagne électorale des socialistes pour les élections européennes.

D'emblée, les dirigeants du parti se sont voulus offensifs. « Ce sera un combat gauche-droite », ont proclamé plusieurs orateurs, Lionel Jospin en tête. Les incohérences de la liste unique des partis bourgeois ont ainsi été mises en lumière : « Elle s'est unie uniquement parce qu'elle était trop divisée. » En bref, aucun argument n'a manqué pour remobiliser les militants.

Reste à savoir de quelle efficacité seront les diatribes des tribuns socialistes. Tous les observateurs ont en effet pu noter que la morosité constituait le trait dominant de cette convention. C'est là le reflet du désarroi que subissent tous ceux qui ont mis leurs espoirs dans la victoire du 10 mai et qui, depuis, sont ballotés de compromission en reniement par la majorité qu'ils ont élue.

SOUSCRIPTION

Céret, J. OC .....	150
Courbevoie, Patrick .....	100
Pierre .....	500
Paris, CR .....	300
Draguignan, Y.L. ....	850
Saint-Lô, Philippe et Sylvie, à l'occasion d'une réunion avec la LCR .....	90,50
Pierre .....	500
Issy, Robert, employé CTA .....	200
Le docteur de Berlin, encore une fois pour un supplément commun mensuel avec LO .....	3075,03
<b>Total</b> .....	<b>5765,63</b>

Les nôtres

Dominique est morte subitement, dimanche 18 mars, sans que rien n'ait pu le laisser prévoir.

Militante de la LCR depuis 1982, tu avais vingt-quatre ans. Tous les militants et militantes de la section de Montbéliard garderont de toi le souvenir d'une camarade volontaire et enthousiaste. Ton départ renforcera notre détermination à poursuivre le combat que tu avais fait tien, le combat pour une autre société.

Salut, Dominique, tu restes avec nous.

Les plans d'austérité se succédant, les capitulations gouvernementales touchant désormais la laïcité, l'un des éléments idéologiques du PS, la grogne commence à s'emparer de la base. L'avertissement est venu de la fédération du Lot-et-Garonne qui a refusé de voter le quitus à la direction. Dans la foulée, d'autres délégués ont vivement critiqué les responsables pour leur manque de fermeté sur la question scolaire.

« Nous ne fuirons pas le

débat » de politique intérieure s'est exclamé Jospin. Mais ce fut pour immédiatement ajouter : « Ce n'est pas parce qu'il y aura cinq parlementaires de plus ou de moins au Parlement européen que nous changerons quoi que ce soit à notre politique économique et sociale. » A bon entendeur salut ! Les dirigeants socialistes sont fermement amarrés à la galère gouvernementale. Voilà qui risque fort d'altérer leur pugnacité et de leur valoir de nouveaux déboires électoraux.

POINT DE MIRE

Les mères des victimes du racisme s'organisent

« Rengainez, on arrive ! », c'était le mot d'ordre des « Beurs » tout au long de la marche pour l'égalité et contre le racisme. Depuis septembre 1982, en effet, quarante jeunes d'origine maghrébine ont été assassinés, victimes de la haine raciale : cela montre bien où se trouve la véritable insécurité. Or, les meurtriers, quand ils sont arrêtés, ne risquent le plus souvent pas grand-chose. C'est ainsi qu'en septembre et octobre 1981, les meurtriers de Mustapha Boukhezzer (tué en 1977 à Châtenay) et de Kader Lareiche (tué en 1980 à Vitry) ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis. Depuis, on assiste à la banalisation du crime raciste, et principalement contre des jeunes et même des enfants comme Taoufik Ouannes, neuf ans, assassiné en juillet 1983 à La Courneuve, que la « clémence » de la justice ne fait qu'encourager.

« Quant aux autres mères, je crie : réveillez-vous car vos enfants sont en danger, unissons-nous. Monsieur Mitterrand, Monsieur Badinter, faites que ces choses cessent, parce que je vois à chaque fenêtre un 22 long rifle ! » (Madame Hachichi, mère de Wahid, dix-huit ans, tué à Lyon en octobre 1982.)

C'est pour demander justice, le respect pour les victimes et leur famille, le rétablissement des faits et le procès régulier des meurtriers que s'est constituée l'Association nationale des mères de famille des victimes de crimes racistes, à l'initiative de femmes de Lyon, de Marseille, de Paris.

A l'instar des Folles de la place de Mai, en Argentine, elles ont appelé à manifester le 21 mars, journée internationale contre le racisme, place Vendôme, sous les fenêtres du ministère de la Justice, où une délégation a été reçue.

Une autre exigence a été formulée par l'association des mères, par les jeunes, et par tous ceux qui sont venus leur apporter leur soutien : que les engagements pris par le gouvernement au soir de la manifestation du 3 décembre à Paris soient tenus. C'est-à-dire la modification du Code pénal et de la loi de 1972 contre le racisme, pour que les crimes et les violences à caractère raciste soient définis et considérés pénalement comme circonstances aggravantes, et que les associations immigrées comme françaises puissent se porter partie civile.

Larbi Hamdane

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
<b>1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
<b>2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE</b> 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
<b>3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
<b>4. CAHIERS DU FEMINISME</b> 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
<b>5. INPRECOR</b> 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# Le 25 avril Tous ensemble pour l'école publique

*Le 25 avril, pour la première fois depuis le 10 mai, les travailleurs ont l'occasion de faire entendre leur voix, le même jour, à la même heure, dans tout le pays. Assez de capitulations devant la droite, les évêques et les patrons : tel sera le ressort de cette mobilisation.*

Trois ans de négociations, et de concessions, sur un dossier où la crise ne fournit aucun alibi. Trois ans pendant lesquels chaque recul gouvernemental a enhardi la droite. Trois ans pour déboucher sur un « compromis » qui « aggraverait », selon Poperen, la loi Guermeur, en inscrivant dans la loi l'obligation pour les collectivités locales de financer l'enseignement privé.

Qu'on le veuille ou non, le 25 avril, des centaines de milliers de travailleurs descendront dans la rue contre un projet qui symbolise les concessions gouvernementales à la droite.

Le Parti socialiste et le Parti communiste appellent à ces manifestations dont ils n'ignorent pas le sens qu'elles prendront. Ils tenteront donc de chevaucher le mouvement, et d'en limiter la portée. Mais le fait important est que les partis majoritaires sont contraints et forcés de répondre à la pression, de se trouver dans la rue contre une loi voulue par leurs ministres.

Au moment où les dirigeants du PS et du PC reconnaissent que, sans mobilisation à gauche, le gouvernement cède à la droite, il faut, y compris contre leurs réticences, assurer la massivité des manifestations du 25 avril.

Quelle sera la position des confédérations CFDT et FO qui communiaient l'hiver dernier, dans le même refus des manifestations laïques ? L'unité pour le 25, et le résultat des cortèges, se gagnent dès maintenant dans les entreprises, les quartiers et les écoles.

Plus nombreux seront les travailleurs, plus haut montera l'exigence que la gauche gouverne pour l'école publique, qu'elle réserve les fonds publics à l'école publique, et qu'elle mette l'enseignement privé en demeure de choisir entre la nationalisation laïque et la « liberté » sur fonds privés.

## Faire la loi contre la réaction

Il faudra bien empêcher le gouvernement de faire passer, envers et contre

Le lycée privé industriel de Dunkerque, dirigé par un curé, perçoit le plus gros de la taxe d'apprentissage versée par Usinor.

Voici des extraits de la lettre adressée par le directeur aux parents d'élèves avant la manifestation du privé à Lille, le 25 février dernier :

« Une France, une école » : vous avez peut-être aperçu cette affiche tricolore du CNAL et avez sans doute été tentés de la compléter avec « un parti, un syndicat, une presse ». Les Alsaciens-Lorrains qui ont vécu le totalitarisme nazi ont de suite ajouté : « Ein Reich, ein Führer ». (...) En descendant ce jour-là pacifiquement mais avec détermination dans les rues de Lille, vous éviterez peut-être à vos enfants de se faire tuer sur les barricades dans quelques années pour défendre une liberté et d'autres que nous aurions laissées disparaître. »

tous, y compris les députés de gauche, la loi Savary. La question scolaire a d'ores et déjà ouvert une brèche dans le dispositif gouvernemental.

« Le parti est aussi bon juge que d'autres », déclare Jospin. « Je souhaite qu'on écoute le parti et qu'on n'ait pas la tentation de le forcer. Nous souhaitons être entendus sur ce point. » De fait, des députés socialistes et communistes ne veulent pas accoler leur nom à des dispositions législatives anti-laïques. Amender le projet de loi ? Impos-

sible : le compromis est décrété intouchable.

Reste alors le recours à l'article 49-3 de la Constitution qui permet au gouvernement d'engager sa responsabilité : les députés ne voteraient plus pour ou contre la loi Savary, mais pour ou contre le gouvernement. Cette procédure d'exception permettrait d'éviter l'obstruction parlementaire de l'opposition avec ses 17 000 amendements. Elle pourrait aussi révéler quelques fractures à droite, de la part de députés soucieux, par leur abstention, d'appuyer le projet Savary.

Ainsi, l'utilisation des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République serait mise au service de l'abandon des engagements de la gauche, du reniement de la majorité du 10 mai, et de « l'élargissement » à droite de la majorité.

Mitterrand ira-t-il jusqu'au bout de sa course suicidaire. Les députés du PS et du PC se laisseront-ils dessaisir de leurs responsabilités sans réagir ?

« Certains membres du bureau exécutif du Parti socialiste, rapporte le Monde, sans mettre en cause la décision de participer aux manifestations du CNAL, ont attiré l'attention du bureau sur la nécessité de mesurer toutes les conséquences d'une telle participation au cas où les députés socialistes n'auraient pas la possibilité d'amender le texte du gouvernement. » Les manifestants du 25 avril s'en souviendront ; ils sauront exiger que les députés de gauche fassent la loi, et pas n'importe quelle loi, surtout pas celle dictée à Savary par la hiérarchie catholique.

## Démontrer notre force

Ils savent, comme dirait Poperen, que « la politique ne se découpe pas en rondelles, que ce n'est pas en délaissant un secteur du front [le secteur scolaire], que l'on progresse ailleurs », mais qu'au contraire, une victoire de la droite contre l'école publique pourrait bien constituer le véritable « tournant » du septennat.

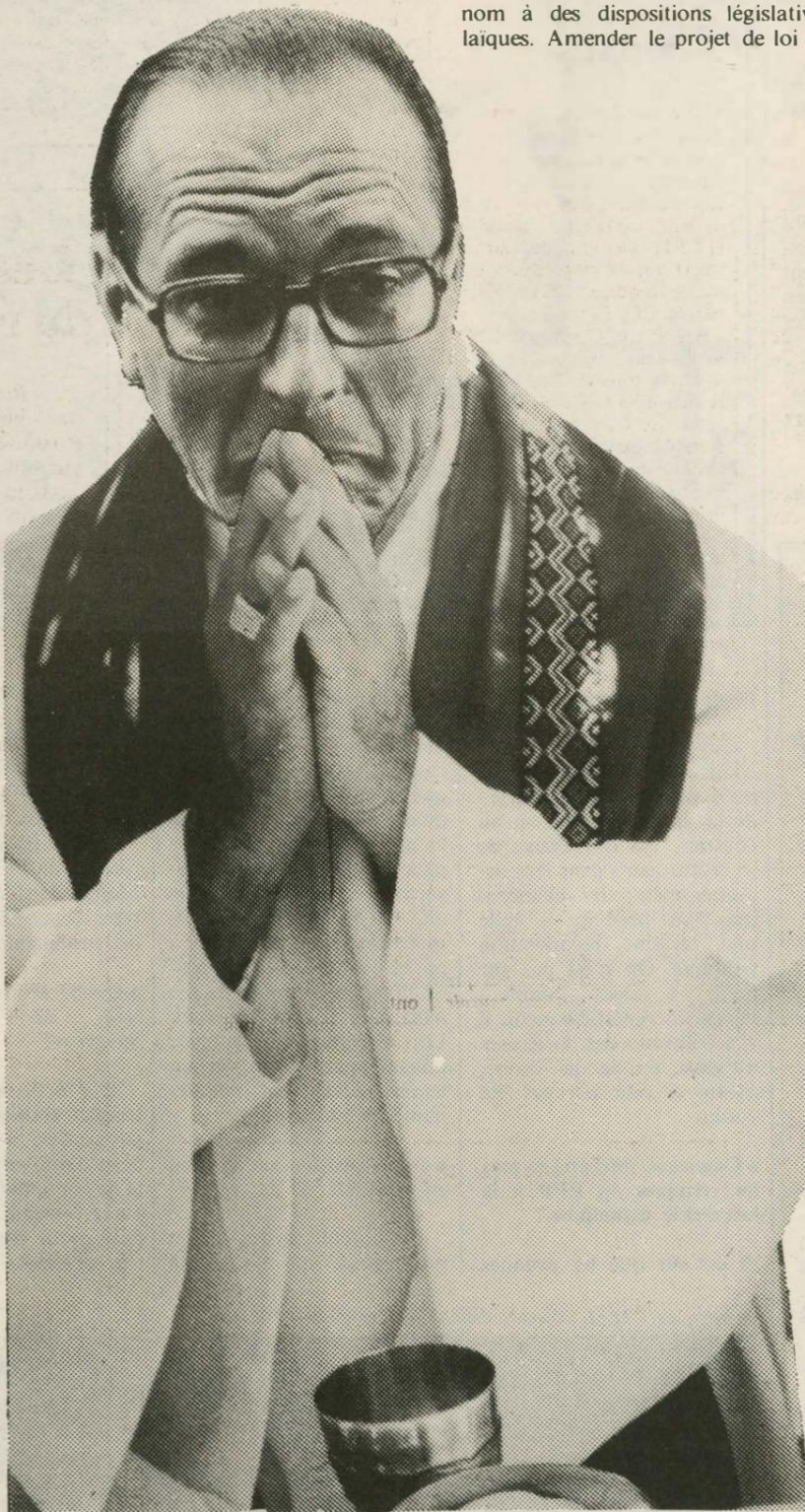
C'est au gouvernement, gérant de l'Etat-patron que les fonctionnaires adressent leurs revendications. C'est encore vers le gouvernement que se tournent les travailleurs des secteurs restructurés (Charbonnages, sidérurgie, chantiers navals), où l'Etat occupe une position-clé comme patron, banquier ou client. C'est à Paris que les décisions se prennent, et c'est vers la capitale que convergent les marches des mineurs, de la navale, et bientôt des Lorrains.

Le 25 avril, pour la première fois depuis le 10 mai, l'occasion se présente aux travailleurs de faire une démonstration de force collective, le même jour à la même heure, dans tout le pays. Et, pour la première fois, un mouvement d'ensemble peut prendre une forme concrète.

Tous ensemble, parce que nous sommes la majorité, parce que nous sommes plus nombreux que les Versaillais, parce que nous sommes les perdants de la « rigueur » après avoir été victimes de « l'austérité » : l'idée avance et rencontre sur son chemin l'échéance du 25 avril. Il ne faut pas la laisser passer.

Assez de capitulations devant la droite, les évêques et les patrons : tel sera le ressort de la mobilisation du 25 avril 1984. Pour arrêter les dégâts.

Alain Krivine.



INTERVIEW DE CLAUDE GAULT  
DE LA REDACTION DE TEMOIGNAGE CHRETIEN

# Les cathos de la laïque

L'hebdomadaire Témoinage chrétien est à l'origine d'un appel aux évêques : 30 000 cartes postales ont été rassemblées par le journal, pour témoigner de l'attachement de chrétiens à l'enseignement public. Forte démonstration que la défense de l'école privée divise l'Eglise elle-même.

Claude Gault donne ici les raisons de son accord avec le « compromis Savary » : accord avec le financement public du privé, et avec une certaine privatisation du service public. Ce sont les mêmes raisons qui nous conduisent à combattre le projet de loi.

Au moins est-il confirmé que Rouge ne se trompe pas d'analyse : ce qu'il dénonce dans le plan Savary n'est pas différent de ce que les partisans du « compromis » défendent.

N. J

● Qu'est-ce qui a déclenché votre initiative ? Pourquoi maintenant ?

C'est parti très précisément de la présence des évêques en tête des manifestations pour l'enseignement privé. Cette présence des évêques, quels que soient les intentions et les discours, a été perçue comme un soutien à l'enseignement privé, et comme un soutien aux forces de droite.

● Est-ce que cela vous éton-



Claude Gault, directeur de la rédaction de l'hebdo « Témoinage chrétien ».

TRIBUNE LIBRE

La parole aux enseignants du privé

## Construire ou replâtrer ?

Au moment où s'éloignent les clameurs de Versailles et autres manifestations droitières, le compromis arrêté par le gouvernement porte les marques des volontés de l'épiscopat et de la pression de la droite : obligation faite aux collectivités territoriales de financer les écoles privées, carte scolaire à « caractère propre », statut spécifique pour les enseignants du privé.

L'autonomie administrative, pédagogique et financière des établissements privés constitue en réalité un moyen de peser sur les moyens à affecter au service public. En deux ans, les sections de techniciens implantées dans le privé ont augmenté de 32 %. Dans une même localité, un lycée privé a obtenu l'ouverture et la prise en charge publique d'une section d'informatique, au bout de deux ans, alors que le lycée public voisin se voit refuser la même demande depuis huit ans.

Ce n'est pas en développant le privé, parce qu'il permettrait un investissement éducatif au moindre coût, que l'on élèvera le niveau de formation et de qualification de tous les jeunes. Et aux mains de qui seront les technologies nouvelles : des travailleurs et de la nation, ou des patrons et de leurs intérêts ?

Les personnels exerçant dans les établissements

privés sous contrat sont confrontés aux mêmes tâches, responsabilités, et difficultés que leurs collègues du public. Ils doivent donc disposer de la liberté, de l'indépendance, des mêmes droits et du même statut que tous les personnels des établissements publics.

Renvoyer une hypothétique titularisation à 1990 pour tous les volontaires, la limiter dans l'immédiat à quelques centaines, subordonner les conditions de retraite, de formation, de recrutement à la voix prépondérante des patrons privés, revient à maintenir les privilèges des employeurs.

Il est de la responsabilité de toute la gauche d'assurer la réalisation des engagements pris devant la nation, dont le grand service public, unifié et laïque de l'Education nationale fait partie.

C'est pourquoi, dans la responsabilité syndicale qui est la sienne, le SNUDEP-FEN appelle tous les personnels à se préparer à une action nationale massive et unitaire, ainsi qu'à rejoindre les manifestations départementales du 25 avril.

Guy Champain, secrétaire général du SNUDEP-FEN (Syndicat national pour l'unification du service public et la défense des personnels de l'enseignement privé).

ne de la part des évêques ?

En tout cas, cela nous chagrine ! Je ne pense pas qu'ils aient voulu faire le jeu de la droite ; je crois qu'au contraire, ils ont essayé de se démarquer ; dans leur argumentation, ils avancent que leur présence a évité une certaine récupération politique. On n'est pas sûr qu'ils y aient vraiment réussi. Incontestablement, il y a collusion des structures d'Eglise et de la droite, même si cela n'a pas été voulu.

● Comment interprétez-vous les critiques du RPR à la hiérarchie catholique ?

Il est sûr que les évêques

souhaitent parvenir à un accord avec le gouvernement de gauche. Ils parlent de chance historique, ils disent que c'est avec la gauche qu'on peut régler ce problème, que c'est beaucoup plus facile qu'avec un gouvernement de droite. Cela dit, la droite a utilisé ce mouvement autant qu'elle a pu, et quand elle voit la possibilité d'un compromis, elle n'est plus d'accord du tout. Les évêques, qui ont été utilisés pendant un certain temps, deviennent maintenant des adversaires.

● Votre position sur le fond en résumé ?

Je souhaite la disparition progressive de l'immense

majorité de l'enseignement privé, mais je reconnais le droit à des gens qui veulent des écoles spécifiques, y compris sur des fonds publics. Mais où c'est scandaleux, c'est quand la hiérarchie de l'Eglise se compromet dans la défense d'un type d'enseignement qui est un enseignement de classe.

● Quelle est votre appréciation du « compromis Savary » ?

Il y a deux aspects. Sur l'aspect politique, il faut tenir compte des réalités, du désir d'une partie importante de la population de ne pas avoir un enseignement unique, pour des motivations très diverses, souvent con-

tradictoires, pas toutes très recommandables. Que le gouvernement tienne compte des réalités, c'est son rôle. Globalement, ce que propose Savary permet de régler le problème pour quelques années. Sur l'aspect religieux, on pense que la foi se fortifie au contact de l'incroyance, et ne se construit pas dans les cocons. Mais si la hiérarchie catholique pense nécessaire d'avoir des écoles où il y a une approche religieuse des problèmes, c'est légitime.

● Alors, pourquoi limiter ce droit à l'Eglise ? Faudrait-il transposer dans le service public la concurrence entre les établissements comme le propose Savary ?

Nous sommes tout à fait favorables à cela ! Il faut libérer l'école publique d'abord. Une des grandes difficultés de l'école en France, c'est le centralisme. Si on veut vraiment faire de l'école un lieu d'épanouissement des gosses, cela doit se faire avec des projets pédagogiques, des équipes de maîtres,...

● Vous pensez que le projet Savary va dans ce sens ?

Pas le projet sur l'école privée tout seul. Le rapport Legrand sûrement.

● Est-ce que la concurrence ne va pas renforcer les inégalités, avec des écoles ghettos réservées aux ouvriers, et des établissements de bourgeois ?

Vous posez comme un principe que l'école des ouvriers sera mauvaise. Il y a des profs qui sont prêts à y travailler, qui dans le système actuel ne peuvent rien faire.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

Meeting de l'APEL (Parents d'élèves des écoles privées)



## POLICE

# Une nouvelle crise

*Valse des têtes, chasse hystérique aux fuites, campagne de la droite : la police connaît une nouvelle crise. Avec la bénédiction de l'Elysée, s'opère une reprise en main de cette institution. Mais au profit de qui ?*

Moins d'un an après les manifestations factieuses du 3 juin 1983, la police fait de nouveau les manchettes de la presse. Le 14 mars, trois des principaux patrons du 36, quai des Orfèvres ont été « mutés », terme habituellement utilisé pour désigner des limogeages.

Jacques Genthial, chef de la Brigade criminelle et principal personnage visé, pouvait pourtant se prévaloir de notables succès dans la lutte contre la criminalité : 60 % des crimes crapuleux élucidés en 1983. De plus, rompant avec les habitudes de la plupart de ses collègues, Genthial se soumettait volontiers au contrôle de l'autorité judiciaire. « *Genthial travaillait avec son Code pénal à la main, ce qui changeait un peu des vieilles pratiques* », dit Bernard Deleplace, le leader de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

Presqu'en même temps, des rapports confidentiels du préfet de police et du secrétaire d'Etat à la Sécurité publique concernant le manque de moyens des policiers à Paris étaient divulgués par *le Point*.

Deux événements qui sont une aubaine pour la droite. Elle dénonce d'un même mouvement, la « purge » qu'organiserait la gauche et le « laxisme » du pouvoir face à la délinquance. Les initiatives déstabilisatrices s'en trouvent encouragées. Le syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), l'un des initiateurs des manifestations du 3 juin 1983, clame qu'il « *n'hésitera pas un seul instant à demander aux policiers de revenir dans la rue* ». Et, dans la nuit du 23 mars, un fonctionnaire en civil est même allé jusqu'à fournir l'adresse personnelle de Robert Badinter à des chauffeurs de taxi manifestant après l'assassinat d'un de leurs confrères.

## La sanction d'une orientation

Pour comprendre les raisons de ces soubresauts, il faut revenir trois ans en arrière. Lorsqu'ils accédèrent aux affaires, les dirigeants du PS et du PC se trouvèrent confrontés à une institution qui, par sa fonction même, constitue une menace pour les libertés et le mouvement ouvrier. Une institution dont les capacités et les effectifs ont, sous la V<sup>e</sup> République, été portés à un niveau jamais atteint auparavant.

Empêcher que la bourgeoisie ne dispose d'un outil parfaitement efficace au service de ses intérêts supposait d'emblée une politique radicale visant les structures à partir desquelles les forces réactionnaires organisent leur pouvoir. Le gouvernement préféra donner des gages à la haute hiérarchie. L'encadrement resta pratiquement intact. Et lorsqu'en mars 1982, le ministère de l'Intérieur s'efforça de restructurer la police parisienne, il se heurta à la fronde des « grands patrons ».

Cela entraîna nos gouvernants dans la voie de nouveaux reniements. Prenant prétexte de l'augmentation de la délinquance et du développement du terrorisme, ils accrurent considérablement le potentiel répressif. Des hommes symbolisant les pires pratiques du passé firent leur réapparition. Soustraite à tout contrôle du Parquet et du législateur, une cellule antiterroriste se forma à l'Elysée, sous l'égide de Gilles Ménage, un sous-préfet qui, bien que classé

à droite, n'en est pas moins directeur-adjoint du cabinet présidentiel.

## Le tournant de 1983

Les événements du printemps 1983 constituèrent un véritable tournant. Plutôt que de démanteler les secteurs séditeux en s'appuyant sur la mobilisation populaire et sur les organisations démocratiques (largement majoritaires parmi les fonctionnaires de base), le pouvoir décida d'en revenir aux méthodes traditionnelles de direction de la police. Son objectif : rétablir à tout prix la confiance de la haute hiérarchie. Le 9 juin, Max Gallo résumait admirablement cette philosophie : « *Contrairement aux accusations portées contre lui, le gouvernement a décidé depuis mai 1981, de faire confiance à la haute fonction publique, et même dans un domaine aussi sensible que celui de l'Intérieur. Il y a là un choix politique et de gouvernement qui prend acte de manière pratique du pluralisme français et de la continuité de l'Etat.* »

Toute velléité réformatrice fut dès lors abandonnée. Exit les projets élaborés, durant des milliers d'heures de négociation, avec les syndicats : rapports Belorgey et Bonnemaïson, charte de la formation, mission Erbès, etc. Deux hommes symbolisant parfaitement les nouvelles orientations furent nommés aux postes clés de l'administration. Pierre Verbrugge, directeur de la police nationale, fit ainsi ses classes auprès de Robert Pandraud, homme-lige de tous les ministres de l'Intérieur entre 1968

et 1981, reconverti depuis au secrétariat général de la mairie de Paris. Quant au nouveau préfet de police, Guy Fougier, il a travaillé aux côtés de Gilles Ménage, à la direction de la réglementation de la préfecture de Paris, de 1977 à 1981.

## Dangereuse évolution

C'est donc à ce moment que débute une vaste opération de reprise en main dont les derniers événements ne sont que des manifestations partielles. On peut d'ores et déjà en discerner trois implications.

1. Conformément aux pires traditions de la V<sup>e</sup> République, la police est redevenue l'un des « domaines réservés » de la présidence. Le trio Ménage-Verbrugge-Fougier apparaît désormais comme le véritable centre de décision, court-circuitant la place Beauvau. Les nouveaux maîtres de la « grande maison » semblent avoir une obsession : rendre à ce corps son opacité coutumière, et lui permettre de se comporter suivant sa propre logique interne, au mépris des règlements et réalités extérieures.

La première application de cette démarche consiste à faire en sorte que les policiers n'aient de contacts avec la justice que par l'intermédiaire de la haute hiérarchie. Pour y avoir dérogé, Genthial y a laissé sa tête. Dans la foulée, la préfecture s'est lancée dans une chasse hystérique aux « fuites » dont les journalistes seraient responsables. Dans la plus parfaite illégalité, des écoutes téléphoniques auraient été organisées afin d'en découvrir l'origine. Et le 27 mars, Fougier a fermé la salle de presse située au quai des Orfèvres.

2. Tous ceux qui étaient susceptibles de contrecarrer ce projet se sont vus écartés. On peut par exemple citer le cas du contrôleur général Paul Roux, l'un des rares hiérarques à militer au PS, promu à la tête

des Renseignements généraux en juin 1981 et viré en novembre dernier. Il s'était notamment opposé à l'opération orchestrée par la cellule élyséenne et le GIGN contre les « Irlandais de Vincennes », en août 1982. Aux divers échelons concernés, sont nommés des hommes qui ont fait leurs preuves aux yeux de la haute administration policière, au temps de Giscard, et qui ne dissimulent pas leurs sympathies pour l'opposition.

Cette valse des têtes crée, en outre, les conditions d'une utilisation plus rationnelle de la machine policière. En s'en prenant aux grands patrons de la PJ parisienne, le pouvoir cherche à régler le problème de la préfecture de police, véritable état dans l'état, qui dispose de prérogatives considérables et sur lequel tous les gouvernements se sont, jusqu'à présent, cassés les dents.

3. Cette politique n'est cependant pas exempte de risques. Le malaise causé au sein de la PJ, l'éclatement des centres de pouvoir, les surenchères de la droite qui ne manquera pas une occasion de mettre en difficulté le gouvernement, vont inévitablement réactiver la guerre des polices, les jeux d'influence entre services. Il pourrait en résulter une multiplication d'embrouilles et de coups tordus.

La première victime pourrait bien en être la majorité elle-même. Aveuglé par ses tentatives de conciliation avec la droite et le patronat, jouant à fond la logique d'institutions qui placent les hauts fonctionnaires au-dessus du Parlement, l'exécutif s'avèrera toujours plus impuissant à contrôler l'appareil d'Etat en principe sous ses ordres. Et au bout du compte, ce sont les libertés qui trinqueront.

Christian Picquet

*Il y a, à peine un an, la manifestation des policiers factieux à la préfecture de police.*



## On pouvait, on peut faire autrement!

Imaginons que la majorité ait eu la volonté politique de mettre en œuvre un « nouveau modèle de développement », comme elle le prétendait. Quelques mesures au moment de la nationalisation de la sidérurgie le permettaient.

Dès juin 1981, il fallait rejeter le énième plan Davignon de « restructuration » proposé à Bruxelles, signé par Pierre Joxe au nom de la France.

Au même moment, pour pouvoir réorganiser l'ensemble de la production, il fallait rassembler Usinor, Sacilor, Creusot-Loire et leurs filiales, bref toute la sidérurgie, dans une seule entreprise nationale, dotée ensuite de structures décentralisées. Cela aurait permis de tirer au clair les capacités de production et soustraire les travailleurs au chantage de directions expertes à opposer un « bassin d'emploi » à l'autre.

A l'adresse des sidérurgistes, le gouvernement pouvait annoncer qu'aucune suppression d'emploi n'aurait lieu avant examen complet, sous contrôle ouvrier, des possibilités et nécessités de la production. Pour le cas où quelques reconversions seraient nécessaires, des emplois équivalents seraient préalablement créés sur place. Sans attendre, même avec des carnets de commande incomplets, rien n'empêchait de réaliser les trente-cinq heures pour tous et la cinquième équipe pour les postés...

Pour calculer les besoins en acier, un débat politique devait avoir lieu : quels équipements collectifs (crèches, restaurants, terrains de sport, etc.), quels logements, quels transports devaient être

construits ou rénovés partout dans le pays. Chacun de ces investissements correspond à des besoins sociaux et se chiffre en tonnes d'acier de telle ou telle qualité.

Au-delà, la majorité pouvait s'adresser à tous les pays qui souhaitent des relations commerciales moins soumises au règne du dollar. Par exemple, pour lutter contre la sécheresse et la famine dans les pays du Sahel, il faut des pompes, du matériel de forage, des tubes, des tôles : les moyens pour l'irrigation se chiffrent en tonnes d'acier. Vaut-il mieux deux mille chômeurs de plus ou le maintien de deux usines de la sidérurgie donnant leurs produits à un service d'assistance technique dans la lutte contre la faim ?

Une telle politique est-elle une « utopie » risquant « d'amener la France à l'isolement international », comme le prétendent les « experts » de la majorité ? Au contraire. Imaginons comment auraient réagi, en Italie, en RFA, en Belgique, en Espagne, au Luxembourg, en Grande-Bretagne, les travailleurs qui subissent les restructurations décidées par l'Europe des patrons. « Une autre politique est possible », se seraient-ils dit. Et ils l'auraient fait avec d'autant plus de force si les organisations syndicales — imaginons-le un peu aussi — avaient tenu leur rôle en convoquant, contre l'Europe capitaliste, une conférence syndicale européenne.

On le voit, on aurait pu, on peut faire autrement. Et le refus des licenciements ne débouche en rien sur une impasse.

P. R.

## UGINE ACIERS FOS

# Avertissement à Paris

*A l'appel de leurs syndicats CGT, CFDT, FO, CGC, les travailleurs d'Ugine-Fos sont montés dire à leur patron et aux ministres dont ils dépendent : « Ugine vivra ! »*

Vendredi 23, le paysage des tours de la Défense est animé. Sept cents travailleurs d'Ugine Acier Fos occupent le siège Sacilor, décorés de badges et de banderoles « Ugine vivra ». Ils ont trouvé porte close, grille baissée, en arrivant à sept heures du matin. Un bon effort de traction leur permet de pénétrer rapidement dans la tour. Ils visitent les bureaux, occupent le jardin intérieur aux pelouses séparées par une mini rivière artificielle. Le PDG de la branche acier discute longuement, calmement, au milieu des travailleurs, avec des responsables syndicaux. « Ce n'est pas nous, dit-il, qui décidons des plans. C'est le gouvernement. Je suis solidaire de votre lutte pour sauver Ugine. » (sic!)

A midi, les travailleurs font un sit-in autour de l'Arc de triomphe. Une délégation de la SMN de Caen les a rejoint. Ils manifestent jusqu'aux Invalides et piquent à une heure sur les pelouses, sous la surveillance des gardes mobiles. Ils feront un tour des ministères en délégations l'après-midi, avant de rejoindre la gare de Lyon et de reprendre le train pour Marseille.

700 travailleurs sur 1 200 salariés sont montés dans la capitale. C'est un succès, l'unité syndicale la plus large n'y est pas pour rien.

« Tu as raison, renchérit un autre, mais on va nous dire que c'est de la haute stratégie. » Il rit. « On a déjoué les calculs des patrons en évacuant la tour à 11 heures, au moment où ils pensaient qu'on allait poursuivre l'occupation. »

Mais pour la grande majorité des travailleurs la manifestation à Paris est avant tout un avertissement. « La mobilisation est seulement en train de mûrir. » Beaucoup sont inquiets, mais ne croient pas encore,

au fond à la fermeture éventuelle de leur entreprise. La menace semble absurde. Ugine est une usine neuve. Elle a été présentée il y a dix ans comme la sidérurgie d'avenir, aux travailleurs lorrains contraints de se déplacer alors dans le Sud pour conserver leur emploi. On ne leur jouera pas impunément le même tour deux fois. Si les menaces de fermeture se précipitent, les travailleurs d'Ugine risquent fort alors, de perdre leur calme.

M. M

Sit-in, place de l'Etoile.



## SIDERURGIE LORRAINE

# L'unité imposée

*Rien de bon pour les travailleurs n'est sorti du Conseil des ministres. En Lorraine, devant la pression ouvrière, les directions syndicales ont réalisé l'unité. Ce nouvel élan a permis une manifestation régionale de tous les sidérurgistes.*

Le Conseil des ministres, qui devait trancher définitivement la semaine dernière la question des investissements, des fermetures et des suppressions d'emplois dans la sidérurgie, n'a finalement pas rendu ses décisions. Alors qu'un comité interministériel avait bouclé le dossier dès le lundi. Plusieurs raisons à ce report, dont la moindre n'est pas l'indisponibilité de Tonton lui-même qui, pris entre Bruxelles, Washington et la visite éclair de Gemayel à Paris, devait arbitrer en personne les marchandages de dernière

minute, en particulier la construction du train universel de Gandrange (cf. Rouge n° 1105).

Quelle que soit la pression de certains élus socialistes lorrains ou nordistes, l'orientation générale du plan acier est déjà toute tracée. En effet, depuis 1981, la majorité PS-PCF s'est inclinée en permanence devant les exigences de la commission de Bruxelles et sa politique des quotas. Elle a avalisé toutes les décisions des deux P-DG d'Usinor et de Sacilor qui, depuis la publication du plan acier

1982-1986, l'ont « révisé », « recalé », dans le sens de la baisse de la production et de l'emploi. Jamais la nationalisation de la sidérurgie n'a été présentée comme la réorganisation de ce secteur pour produire selon les besoins des travailleurs et de la population. Dans cette branche, comme dans le textile, la navale ou l'automobile, le gouvernement laisse s'appliquer la logique infernale du capitalisme, quand il ne la favorise pas, en laissant l'autonomie de gestion aux P-DG.

Il est donc d'ores et déjà acquis que rien de bon pour les travailleurs ne sortira du Conseil des ministres, mis à part quelques miettes pour certains bassins, où la mobilisation pourrait se transformer rapidement en explosion sociale.

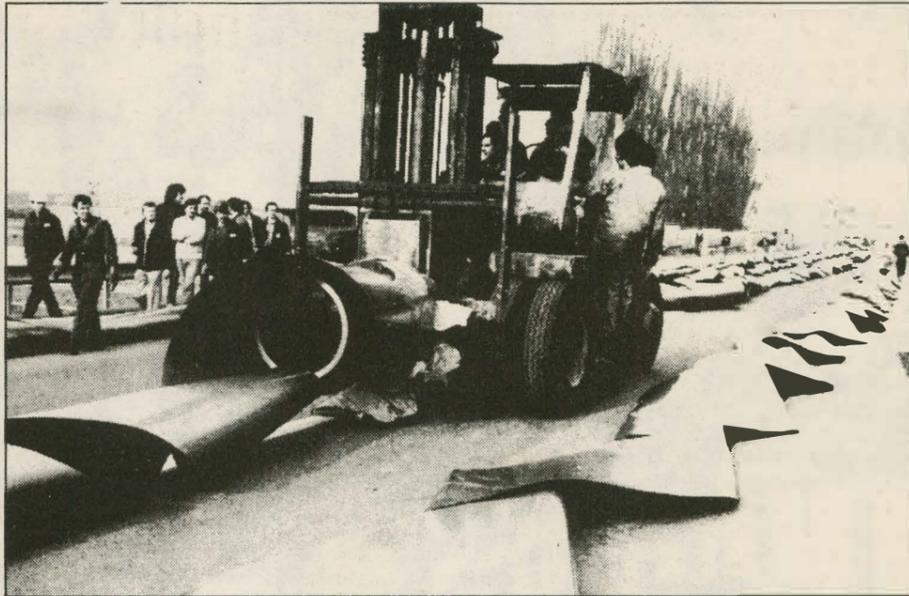
C'est le cas de Longwy où le patronat du département réclamait la semaine



Après ceux d'Ugine Fos, mille travailleurs de la société Métallurgie de Normandie (Caen), dépendant également du groupe Usinor, sont montés à Paris exiger du ministre de l'Industrie, la sauvegarde de leur emploi.



Au poste autoroutier de Mont-Saint-Martin, un gendarme belge a dégainé contre des sidérurgistes d'Usinor-Longwy.



La chaussée est bloquée par le feuillard déroulé.

→  
dernière la création d'une véritable « zone franche », avec exonération fiscale, abolition de l'impôt sur les sociétés, pour que Longwy devienne un « véritable champ d'expérience », à la mode Thatcher. On devine aisément quel gigantesque bassin cela deviendrait pour les sociétés de travail temporaire et les contrats à durée déterminée. Quelle chute pour les salaires, les conditions de travail et l'organisation syndicale cela représenterait pour les sidérurgistes d'aller travailler dans des PME hypothétiques.

Le risque d'éclatement bassin par bassin est donc réel. Et la tentation grande pour certaines directions syndicales de faire front

commun avec leurs P-DG ou leurs élus socialistes ou communistes, pour grappiller le maintien d'un four électrique ici, d'un haut fourneau là, d'un laminoir ailleurs.

### La mobilisation

Heureusement, ces risques ont été temporairement écartés lors des mobilisations de la semaine dernière. Dès lundi, la rumeur circulait, comme à Neuves-Maisons, que c'était l'option « zéro emploi » qui serait retenue (deux mille cinq cents emplois aujourd'hui). Dès la prise de poste de mardi à 3 h 30 du matin, toute l'usine était paralysée par la grève. L'intersyndicale, mise à mal par la division ou l'inaction des semaines pas-

sées, se reconstituait immédiatement pour canaliser la colère et éviter les débordements. Deux mille cinq cents sidérurgistes marchaient sur la préfecture de Nancy (quatorze kilomètres à pied), après avoir enfermé Neuves-Maisons dans une véritable toile d'araignée de fils d'acier. Devant la préfecture, les cris fusaient : « le préfet au balcon », « négociations publiques ». Pas une banderole, pas un drapeau, tout témoignait de la profondeur et de la spontanéité d'un mouvement qui s'est prolongé le mercredi avec le blocage des voies ferrées, de l'aérodrome et des autoroutes desservant Nancy.

A l'annonce du report des décisions du Conseil des ministres, les dirigeants syndicaux se faisaient copieuse-

ment huer devant l'échec, prévisible, des négociations. Le sentiment qu'il fallait monter d'un cran, qu'il fallait trouver des interlocuteurs « plus haut placés » que le préfet se faisait jour.

Cette mobilisation faisait pendant à celle des sidérurgistes de Longwy qui bloquaient les frontières belges et luxembourgeoises au même moment, à celle de l'usine de Gandrange, de la SNM à Caen ou d'Ugine-Acier à Fos. Le groupe Longwy 79-84 faisait circuler son adresse aux directions syndicales pour qu'elles reconstituent immédiatement le Front commun syndical et qu'elles convoquent une assemblée générale de tous les ouvriers d'Usinor afin de discuter, voter des perspectives d'action, solidifier ainsi l'unité qui, si elle reste de sommet, est exposée à toutes les manœuvres de division et d'inaction.

### L'unité s'est réalisée

C'est la pression conjuguée de réels mouvements de masse, de la pression unitaire à l'action et de l'approche des échéances qui a imposé aux cinq directions

syndicales de la sidérurgie (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) de réaliser l'unité au niveau régional. Une unité qui s'est concrétisée dès ce mercredi par une manifestation de toute la sidérurgie lorraine et des mines de fer à la préfecture de région de Metz. La plate-forme commune, publiée après cinq jours de tractations secrètes, réclame « les investissements nécessaires (...), la sauvegarde du minerai de fer (...), la transformation de l'acier sur place avec des créations d'emplois » et le « refus net de voir un seul emploi menacé dans chacun des bassins ». L'unité d'action ne doit pas en rester là, et le communiqué commun affirmait que « le processus d'action devait être poursuivi unitairement » et souhaitait un élargissement interprofessionnel au niveau de la région. Souhait réalisé depuis samedi dernier, puis les unions régionales CGT, CFDT, FO, CFTC et FEN apportaient leur « soutien actif » à cette journée, en appelant « les populations des bassins concernés à se joindre à ce mouvement ».

Les unions régionales ont d'ores et déjà convenu d'une réunion unitaire le

jour même du Conseil des ministres pour envisager les suites de l'action. Et si cette manifestation à Metz ne rencontre pas d'écho à l'Elysée, les syndicats de la sidérurgie « prévoient » une marche sur Paris. Cette perspective, d'une importance politique capitale, ne doit pas rester à l'état de rumeur, pour être cassée comme celle qui était prévue à Longwy le 11 octobre.

La LCR défend que la réunion unitaire de jeudi doit décider publiquement d'une date, calculer les délais de préparation d'une telle marche, afin que les secteurs touchés, comme la navale, les Charbonnages, le textile ou la chimie puissent d'y joindre, afin que cela soit une montée en masse et non à la sauvette. Elle propose d'organiser des assemblées générales de travailleurs pour imposer et voter une telle perspective, d'aller à l'Assemblée et non pas pour obtenir des miettes mais pour faire annuler une logique politique et économique désastreuse, non pas pour lutter contre la majorité actuelle, mais lui imposer de faire une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Charles Suze

## VIREUX LA CHIERS

### Une reconversion animée

*L'incertitude la plus complète quant à leur emploi au futur, n'empêche pas les travailleurs de manifester quotidiennement leur volonté de poursuivre la lutte.*

Depuis le 12 mars, La Chiers est « en reconversion ». La moitié des cinq cents travailleurs du site est en stage à quatre-vingts kilomètres de Vireux. Soixante ont été embauchés dans d'autres usines, les autres participent à la démolition de l'entreprise, déménagement des machines, aménagement des ateliers pour de futures et hypothétiques implantations industrielles. Soixante-quinze emplois seraient créés dans les trois

ans... Si l'horizon est sombre, ceux de Vireux n'en sont pas moins très actifs. Ils ont aménagé dans l'usine « en reconversion » un « centre d'action et de documentation pour les chômeurs », sous contrôle de l'intersyndicale, ouvert à tous les chômeurs de la région, en dépit des protestations patronales. Cent sidérurgistes et de nombreux antinucléaires ont assisté au procès du 14 mars qui a condamné des ouvriers gré-

vistes pris sur les « dernières barricades » à des peines de un mois et quinze jours avec sursis. Les travailleurs ont visité le Trésor public, et saisi une série de dossiers qui leur sont tout à fait utiles dans les discussions avec le préfet et les patrons. L'intersyndicale, menacée de poursuites, s'était « mise à l'abri », de l'autre côté de la frontière en Belgique. Une manifestation de quatre cents sidérurgistes est allée « délivrer » les militants syndicaux pour les reconduire sous protection dans l'entreprise... On pourrait multiplier les exemples, les initiatives n'arrêtent pas.

Aucun doute : une grande manifestation nationale des sidérurgistes verrait leur participation massive.

M. M

**Industrie**  
Pages 9 à 16

# LES ECHOS

## Le Quotidien du Cynisme

ANNEE - N° 14

MERCREDI 28 MARS 1984. 24 PAGES. 37. Champs-Élysées. 75381 Paris Cedex 08. Tél. 562-19-68. Telex : LES ECHO 2900...

---

### Sous-effectifs à Poissy : la 205 va être assemblée à Sochaux

Les dirigeants de Peugeot SA viennent de prendre la décision d'assembler la 205 dans une quatrième usine : après Mulhouse, Poissy, Villaverde (Espagne), elle sera fabriquée à Sochaux dès septembre prochain au rythme initial de 150 voitures par jour. La demande pour cette voiture est telle qu'il faut pousser les feux, et vite, pour atteindre les 2.000 par jour. Mais pourquoi ne pas avoir augmenté la production à Poissy ? Parce que l'usine, après les 2.000 licenciements, « est en sous-effectif » explique-t-on chez Peugeot. Mais pourquoi Sochaux, et pas Aulnay-sous-Bois où les licenciements menacent ? (Page 8)

En au

Cynisme total, mépris patronal, incurie totale, imbécillité congénitale de la famille Peugeot ? Choisissez vous-mêmes ou rajoutez-en. Il y a en effet sous-effectif à Talbot-Poissy ! La 205 Peugeot marche si fort qu'il faut produire plus ! Où ? Pas à Poissy car « Poissy tourne actuellement à plus de neuf cents voitures par jour et l'usine est saturée, par manque d'effectifs, à mille voitures par jour », dit la direction de PSA. Nous, nous avons 1 905 propositions pour régler la question des sous-effectifs à Poissy... En tout cas, la direction de PSA est en sous-effectif cérébral, non ?



Le cortège de Citroën-Aulnay à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1983

AUTOMOBILE

# Licenciements à la chaîne

Derrière tous les « amortisseurs » prévus (préretraites, reconversion, « aide » au retour), une réalité se fait de plus en plus présente : des milliers de licenciements sont prévus par les patrons avec l'accord du gouvernement dans les usines de l'automobile.

● Pour Citroën, 6 000 suppressions d'emplois dont 3 300 licenciements. La

direction espère pousser 600 travailleurs immigrés au départ volontaire.

Le 15 mars, lorsque ces mesures ont été annoncées au comité central d'entreprise, des débrayages ont eu lieu sur toutes les usines parisiennes. Des manifestations ont eu lieu, essentiellement à Aulnay et à Levallois. Les travailleurs de ces mêmes entreprises étaient, aussi, largement présents lors de la manifestation de la CGT-Ile-de-France le 22 mars.

Partout la même idée s'exprime : « Il faut aller exiger du gouvernement qu'il interdise les licenciements. » Cette nécessité ressortait aussi lors de la réunion des délégués organisée à Montreuil. Face à cela, les dirigeants syndicaux ne pouvaient que manifester leur embarras sans apporter de réponse.

● A Chausson (filiale Peugeot-Renault), 1 325 suppressions d'emplois sont annoncées, réparties entre les usines de Creil, Gennevilliers et Asnières. La direction met surtout l'accent sur les préretraites, et les mutations inter-établissements. Mais les faits sont là. Plus de 1 000 suppressions d'emploi voilà à quoi vont servir les 120 milliards de centimes accordés par le gouvernement à la direc-

Pourtant, comme l'ex-

pliquent les militants de la LCR dans leur bulletin d'entreprise, ces milliards « devraient tout d'abord empêcher les licenciements et favoriser la réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire. » « Tous les secteurs touchés doivent se coordonner. Les différentes entreprises Chausson ont fait des arrêts de travail. L'unité est réalisée dans ces secteurs en lutte, alors qu'au niveau national, chaque direction syndicale s'accroche encore à sa jour-

née d'action. » « Discutons ensemble, en assemblée générale unitaire, des ripostes à engager et de la perspective d'une manifestation nationale. »

● Autre entreprise touchée : Renault-Véhicules industriels (RVI). Là, 3 750 suppressions d'emploi sont prévues. Les offres de départ faites par la direction tant pour les « projets individuels » des ouvriers français que pour « l'aide » au retour des immigrés ren-

contrent peu d'écho. Chacun sait faire ses comptes ; chacun sait reconnaître un miroir aux alouettes.

Pour l'instant, un seul débrayage a eu lieu le jour de la réunion du CE confirmant le « plan social ». Par contre, il faut noter l'existence de l'unité syndicale CGT-CFDT à RVI-Vénissieux alors que, dans cette même région lyonnaise, la division a fait rage lors de la récente grève de RVI-Feuillet.

L. C.

RENAULT

## 600 francs pour tous

La question des salaires n'est pas réglée à la Régie Renault. La direction refusait l'ouverture des négociations sur cette question. Mais la grève de quatre jours, début mars, de 2 000 travailleurs à Cléon allait la contraindre à reculer. La revendication était d'une augmentation de 600 francs pour tous. La direction accorda 300 francs dont bénéficia toute la Régie et 150 francs supplémentaires accordés à Cléon pour les jours de grève.

Le 20 mars, des négociations générales pour les salaires 1984 étaient ouvertes. La proposition de la direction tenait en un chiffre : 3,5 %, point à la ligne. La réaction fut vive et entraîna un débrayage de 400 travailleurs à Cléon. Des nouvelles négociations ont lieu le 27 mars, la grève de huit heures à Cléon et de deux heures au Mans a été appelé le même jour. Pour les salaires à la Régie, l'idée avance de la nécessité de 24 heures de grève tous ensemble afin d'imposer la revendication des 600 francs pour tous.

## Pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire

Le 1<sup>er</sup> Mai 1984 approche, mais qui peut dire la forme que prendra dans le pays la journée internationale des travailleurs ?

A moins d'un mois du 1<sup>er</sup> Mai, les centrales syndicales sont fort discrètes sur les initiatives qui seront prises. Pourtant, ni la discrétion ni la division ne sont de mise.

L'année 1984 s'annonce comme une « année terrible » : accentuation de la baisse du pouvoir d'achat, multiplication du nombre des licenciements avec la mise à mal du tissu industriel, remise en cause des droits des chômeurs, pression accentuée contre les droits des travailleurs immigrés et des femmes pour leur faire désertier le marché de l'emploi... A tout cela s'ajoute la question de l'école où le projet Savary

visait à accorder de nouvelles prérogatives à l'enseignement privé. Terrain après terrain, jour après jour, la gauche capitule devant les exigences de la droite et du patronat.

Il est d'ores et déjà certain que le 25 avril, dans les manifestations appelées par le CNAL, les travailleurs seront présents pour défendre l'école mais aussi l'emploi et les salaires. Raison de plus pour leur donner la possibilité le 1<sup>er</sup> Mai d'exprimer le refus de l'austérité et des diktats patronaux.

L'unité intersyndicale fait son chemin dans les régions touchées par les atteintes au niveau de vie et à l'emploi. Coude à coude se retrou-

vent des travailleurs de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN et des non-syndiqués. L'an dernier, à reculons, dans de nombreuses villes l'unité CGT-CFDT s'était imposée le 1<sup>er</sup> Mai.

Aujourd'hui, le décor n'a pas changé. L'URP-CFDT, qui prévoit d'organiser une fête dans la région parisienne, a pour l'instant adressé une fin de non-recevoir aux propositions de la CGT d'envisager une manifestation unitaire. La CGT, derrière ses proclamations unitaires, pourrait bien se contenter de ce refus sectaire pour en rester là.

Aucun travailleur n'a intérêt à laisser les choses se passer ainsi. C'est pourquoi il est certain que de nombreux militants syndicaux auront à cœur dans les semaines qui viennent d'imposer l'unité et la mobilisation pour le 1<sup>er</sup> Mai 1984.

Laurent Carasso

CHIFFRES

# 201 milliards

L'endettement de la France est passé à 201 milliards, soit une hausse de 142 % en un an. On peut ajouter à ce résultat que le déficit de la balance commerciale depuis le début de l'année s'élève déjà à plus de dix milliards de francs.

# 17,5%

En atteignant 2,35 millions en 1983, le nombre de chèques sans provision bat les records. La progression de ce genre de pratique prend des allures vertigineuses : plus 17,5 % d'une année sur l'autre ; plus 49,6 % en deux ans. Le nombre des personnes interdites de chéquier a augmenté de 13,5 % entre 1982 et 1983. Qui osera prétendre que des secteurs importants de la population ne connaissent pas un accroissement de leurs difficultés ?

# 30%

Les responsables de Saint-Gobain, groupe nationalisé, ont l'intention de céder en bourse 30 % du capital d'une de leurs filiales, Saint-Gobain-Emballages (SGE). SGE s'occupe essentiellement de conditionnement (bouteilles) et affiche des résultats régulièrement positifs depuis plus de cinq ans. Pourtant, il a été décidé un processus de dénationalisation deux ans tout juste après la proclamation de la loi de nationalisation. Ah ! la fameuse autonomie de gestion !

# 2,6 millions

« Si le rythme actuel se maintenait, il y aurait 2,6 millions de demandeurs d'emploi à la fin de l'année. » Cette déclaration est extraite d'une interview accordée par Jack Ralite, ministre communiste délégué à l'Emploi, au *Nouvel Economiste* de la semaine dernière.

# 3,35 milliards

Le groupe Thomson va lancer une série d'opérations financières destinées à compléter son plan de financement pour 1984. Le but : moissonner 2,35 milliards et transvaser un milliard d'une filiale dans Thomson-CSF. Le résultat : investir pour restructurer. Second résultat : licenciements à la pelle (cf. page 9). Encore une fois, les entreprises nationalisées sont à la pointe du combat pour... augmenter le chômage.

THOMSON—GENNEVILLIERS, ORLEANS

# Coordination urgente

Tandis que la collecte des milliards est en cours (voir ci-contre colonne chiffres), la liste des licenciements se précise et s'allonge dans le groupe Thomson. L'unité syndicale pour organiser la riposte paraît laborieuse.

Quatre cent trente suppressions de postes à Gennevilliers, quatre cents licenciements à la CEPEM-Orléans (ex-CGE), deux cents emplois déclarés en sur-effectifs à Cholet, et cinq mille menaces de licenciement à venir dans le secteur téléphone (voir Rouge du 16 mars). Le gouvernement s'était engagé, entre autres, à ce que l'accord CGE-Thomson n'entraîne pas de licenciements. Les travailleurs mesurent une fois de plus la valeur des promesses !

A Gennevilliers, après une première réaction rapide et une manifestation appelée par l'intersyndicale de DRT et la CFDT de DTC (deux des quatre divisions du site), jeudi 8 mars, devant le siège du groupe, la poursuite de l'action se faisait attendre. La CFDT et FO faisaient tout pour l'unité syndicale, la CGT y

regardait visiblement à deux fois. Les commentaires de nombreux travailleurs étaient tranchés : « Les syndicats traînent », « ils ne font que cela depuis 1981 ». Certains travailleurs méfiants recherchent déjà les conditions d'une action efficace : « Dix jours d'intervalle entre deux initiatives.

c'est beaucoup trop long, il fallait se voir chaque jour pour décider de ce que l'on fait le lendemain. »

Au bout de trois semaines d'incertitude, la volonté d'unité du personnel a fini par peser dans le bon sens. L'intersyndicale appelle, mercredi 28, à une manifestation unitaire de tous les travailleurs du site, vers le ministère de l'Industrie. Certains secteurs ne sont pas touchés directement par les menaces de suppressions d'emplois, mais la mobilisation s'étend progressivement dans toute l'usine. « La manif de mercredi, c'est bien, mais que faisons-nous après ? », est déjà une question courante. Mardi, huit

cents bons de participation à la manif avaient été placés.

A la CEPEM d'Orléans, les patrons viennent d'annoncer leur « plan social ». Tout y passe, réduction du temps de travail à 35 heures en équipe sans compensation, travail à temps partiel, travail saisonnier, « choix » entre la préretraite et le licenciement, 10 000 francs de prime au retour pour les immigrés... Et pendant ce temps, les cadences de travail s'accroissent de 10 à 30 %.

L'unité syndicale est ici plus que laborieuse. La CFDT appelle à une assemblée générale que la CGT,

minoritaire, boycottée. 80 % des 2 000 travailleurs participent à la réunion, mais la CFDT ne propose rien d'autre que la négociation, monopolise la parole, empêche toute intervention. Pour certains travailleurs, la déception devant l'inaction syndicale s'ajoute à la colère contre les patrons. Le lendemain, vendredi 23, un

cortège massif de l'entreprise participe à la manifestation pour l'emploi, appelée à Orléans par la CGT, la CFDT, la FEN.

Gennevilliers, Orléans, deux mobilisations qui montrent la nécessité urgente de la coordination des luttes au sein du groupe Thomson.

M. M.

Manifestation des travailleurs de la Thomson-Gennevilliers, mercredi 28 mars.



CHAPELLE DARBLAY

## Chute de la CGT

Après une lutte de trois mois menée par la CGT, les élections professionnelles sanctionnent une lourde perte de son influence. Divisions et compromis n'y sont pas pour rien.

La CGT a perdu 18,5 points dans le collège ouvrier aux élections professionnelles qui se sont tenues vendredi 23 à Saint-Etienne-du-Rouvray. Elle avait perdu 17,6 points la semaine précédente à Grand-Couronne (voir Rouge du 23 mars). La CFDT progresse de 19 points à Grand-Couronne (43,20) où elle avait appelé à la reprise du travail en plein cœur de la lutte, après expulsion des grévistes par un commando CGC. Elle progresse de 18,3 points à Saint-Etienne (34,3) où elle fut absente des trois mois d'occupation sous la conduite de la CGT.

Un constat de défaite pour les travailleurs, et une division acharnée, expliquent ces déplacements de voix.

« La Chapelle est l'exemple de la bonne solution industrielle sans chômage », affirmait récemment Henri Krasucki venu s'expliquer à Saint-Etienne au cours d'un meeting avec les travailleurs. Sur deux cents participants, seul soixante ouvriers des papeteries s'étaient déplacés. Evoquant les deux milliards de fonds publics qui seront offerts au groupe hollandais Parenco pour appliquer son plan, Krasucki concluait : « C'est à ce prix que le pays remontera son économie, c'est à ce prix qu'on fera reculer le chômage. » Cette solution cautionnée avec un tel aplomb, coûtera 1 100 licenciements aux travailleurs de la Chapelle : l'analyse de Krasucki ne convainc évidemment personne.

La CFDT expliquait dès le début de l'action : « Il faut aller au-delà du plan Parenco. » Les 1 500 licen-

ciements du premier plan ramenés à 1 000 semblent justifier ce slogan raisonnable aujourd'hui, aux yeux des travailleurs que les déclarations de victoire de la CGT ne peuvent convaincre.

La CFDT fut écartée des assemblées générales du personnel dès le début de la lutte. Rien ne fut fait pour discuter démocratiquement des divergences, permettre à tous les travailleurs d'en juger, aboutir à des propositions communes. Ignorer la CFDT est une vieille tradition pour la CGT de la Chapelle, forte de sa représentativité depuis des décennies dans une usine où elle recueillait jusqu'à présent environ 80 % des voix. Exclue des débats, de la lutte et de l'occupation, la CFDT, s'affirmant au départ « oppositionnelle » au sein de la centrale se retrouvait bientôt « sous tutelle » de l'union locale, parfaite adepte du recentrage. Elle échouait en bout de course pieds et poings liés au côté de la CGC et des jaunes. La division tournait à l'affrontement. Une partie des travailleurs avaient été mis d'emblée « hors du coup » par cette division acharnée. Ils viennent de confirmer leur trajectoire par leurs votes.

Même si elle reste majoritaire dans les deux usines, la CGT paie la rançon d'une division instituée et d'un compromis honteux. La CFDT continue sa course à l'alliance avec la CGC pour « tenir tête » à la CGT.

Tout cela ne peut que réjouir Parenco, le nouveau patron du groupe, installé aux frais des fonds publics par le gouvernement.

Michel Morel

METALLURGIE

# Manifestation nationale sans mobilisation réelle

La CFDT-métallurgie appelle à manifester à Paris ce vendredi, dans le cadre de la journée européenne organisée par la Fédération européenne des métaux. FO, membre de la FEM y participe, ces derniers jours la CGT appelait à s'y joindre. De nombreux militants exprimeront surtout leur volonté d'une réelle mobilisation de masse.

Devant l'énumération des organisations ouvrières appelant à la journée du 30 mars on aurait pu s'attendre à une impressionnante mobilisation. En réalité, l'initiative part de la direction de la FGM-CFDT qui est restée totalement paralysée entre deux logiques. L'une : mobiliser vraiment ; l'autre, à laquelle elle reste la mieux préparée : ne rien faire de plus qu'une conférence de presse. Mais sa base, qui se réunit en congrès en mai prochain,

critique l'absence d'action coordonnée sur de objectifs communs. Comment faire vraiment avancer les 35 heures (les 35 heures en 1985 avait dit E. Maire en 1981...!), dans des actions boîte par boîte ? Comment remettre en cause efficacement le fond commun aux restructurations industrielles en restant en ordre dispersé ?

La réponse de la direction de la FGM est en partie juste : une manifestation nationale devant le siège du

patronat de la métallurgie, suivie d'une autre manifestation marquant la dimension européenne, l'après-midi.

En fait, François Mitterrand recevra une délégation, en tant que président en exercice de l'Europe.

La direction de la FGM espère, dit-elle « peser sur le gouvernement ». Mais, elle ne l'inclut pas dans les cibles de la manifestation. La manifestation aurait pu, au lieu d'aller vers la tour Eiffel, interpeller l'Assemblée nationale. Le gouvernement et la majorité ne tournent-ils pas le dos aux 35 heures, et ne mettent-ils pas en œuvre les restructurations ?

Les délégations venues des diverses régions, comme les manifestants de la région parisienne, ne pouvaient cependant que « rester sur leur faim ». Qui peut croire que, sans préparation unitaire à la base, sans appel commun à faire grève et à manifester, une telle journée serve à créer un rapport de force réel ?

Elle reste fort loin de ce que souhaitait en novembre dernier, la région parisienne de la CFDT-métaux : « On ne résorbera pas le chômage sans créer un flux d'offres d'emplois. Cela ne sera pas possible sans « bousculer » la situation actuelle, sans créer l'électro-choc social. La logique de la réduction massive, rapide de la durée du travail, trouve ici toute sa place... L'accord entre les syndicats européens de l'automobile pour réduire la durée du travail sur l'ensemble des constructeurs européens, montre qu'il est possible de construire cette logique au-delà de l'hexagone. »

Pour ne pas rester de l'ordre des vœux, cela doit passer par un appel clairement unitaire permettant de réaliser dans les entreprises une mobilisation d'ampleur nationale. La CFDT, la CGT et FO ont voulu l'éviter dans la préparation du 30 mars.

P. R.

# FEDERATION DE LA GAUCHE ALTERNATIVE

## ENTRETIEN AVEC PIERRE LEMAIRE ET DANIEL JAUNAS

# « Construire une alternative de gauche »

Les assises de fondation de la Fédération pour une gauche alternative se sont tenues, à Paris, les 9, 10 et 11 mars derniers. Dans cette Fédération se retrouvent un certain nombre de courants et d'organisations. Nous avons eu un entretien avec Pierre Le Maire et Daniel Jaunas, membres du secrétariat provisoire, afin qu'ils nous expliquent le sens de ces assises.

● **Après les assises de la Fédération de la Gauche alternative, quel bilan tirez-vous, où en est la Gauche alternative ?**

P. L. — Les assises ont représenté une étape dans un processus de regroupement qui a commencé en juin. La dynamique enclenchée a permis que se rassemblent des gens venus de courants différents : l'AMR, la Gauche autogestionnaire, le PCR suspendu, les CCA, des militants de l'ex-OCT, une large part des militants de la Convention des communistes critiques... Ainsi que des collectifs locaux : le DULPS de Caen, Strasbourg alternative, le RAAP du Périgord... Et des membres de comités de rédaction de revues comme *Résister*, *Que faire aujourd'hui*, des membres du CEDETIM, des militants de sensibilité libertaire...

Les assises ont témoigné d'une volonté de tous ces militants de travailler ensemble, à partir d'une base politique minimum qui a été adoptée à l'unanimité. Je crois qu'on peut dire que ce qui est à l'origine de la fédération, c'est une volonté de rompre avec un certain éparpillement militant. Ainsi que la nécessité de travailler à construire une alternative de gauche dans la situation présente.

D. J. — Depuis quelques mois, des collectifs de base se sont créés. Jusqu'à présent, leur tâche essentielle avait été de préparer les assises. Maintenant, nous abordons une étape un peu différente : il va nous falloir confronter nos pratiques afin d'engager une activité commune.

Notre démarche est fédéraliste. Il y a chez nous une volonté commune de rompre avec les jeux traditionnels des partis et organisations. C'est un début, la Gauche alternative va devoir se définir à partir de l'activité des collectifs, une cinquantaine à l'heure actuelle.

● **Comment la Gauche alternative se situe-t-elle par rapport à la majorité et au gouvernement ?**

D. J. — Le débat, pour savoir si nous nous définissons « à gauche de la gau-

che » ou « à gauche dans la gauche » n'est pas totalement clos. Cela dit, il est clair qu'à travers les assises, c'est un positionnement très critique par rapport à la politique gouvernementale qui a été adopté. Ce débat a été relativisé du fait de l'évolution de la politique gouvernementale.

Même si nous avons entre nous des appréciations différentes sur le poids des contraintes qui pèsent sur le gouvernement et le rôle qu'elles jouent dans cette évolution, nous partageons l'idée que cette politique conduit à l'échec.

En même temps, beaucoup de camarades sont soucieux de ne pas se couper des militants critiques du PC et du PS. Et tous, nous ne voulons pas renoncer à une éventuelle pratique unitaire avec ces partis.

● **Comment appréciez-vous les divergences qui existent au sein de la Gauche alternative et comment comptez-vous les traiter ?**

P. L. — Il faut bien voir que les divergences en notre sein n'ont pas les mêmes conséquences que dans un parti. Notre fédéralisme permet à chaque collectif ou à chaque composante de vérifier dans la pratique, en toute autonomie, ses propres choix. Il n'y a pas de centralisme démocratique qui nous amènerait à livrer bataille pour imposer telle ou telle orientation à l'ensemble de la fédération.

Sans doute qu'à l'heure actuelle, la divergence essentielle porte sur la question du désarmement. L'éventail des positions est

large : il va de camarades qui militent dans le CODENE et défendent la perspective d'initiatives en termes de désarmement unilatéral, jusqu'à des camarades qui, eux, sont favorables au maintien de la force de frappe française et s'interrogent sur la possibilité d'une force nucléaire européenne. Il faut préciser que même ces derniers camarades sont sensibles à l'importance des mouvements pacifistes européens. Ce qui veut dire qu'il devrait y avoir un accord possible pour participer à un mouvement pour la paix indépendant.

nationales. Le collectif national décidera du calendrier de nos campagnes et des modalités précises.

● **Quelles relations voulez-vous nouer avec les autres organisations et en particulier avec la LCR ?**

P. L. — Il n'y a pas eu de discussion spécifique sur cette question, ni de mandats précis. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y aura de notre part aucune exclusive à l'égard de quiconque, que ce soit l'extrême gauche, les écologistes ou la gauche...

En ce qui concerne plus particulièrement la LCR, nous constatons que nous nous retrouvons ensemble sur une série de terrains. Des pratiques unitaires ont pu se développer à partir de certains collectifs locaux, comme en Lorraine, ou, nationalement, avec l'appel Talbot. Il nous semble qu'une action unitaire avec la LCR est possible, il faudra le vérifier en fonction de la situation politique et des campagnes des uns et des autres.

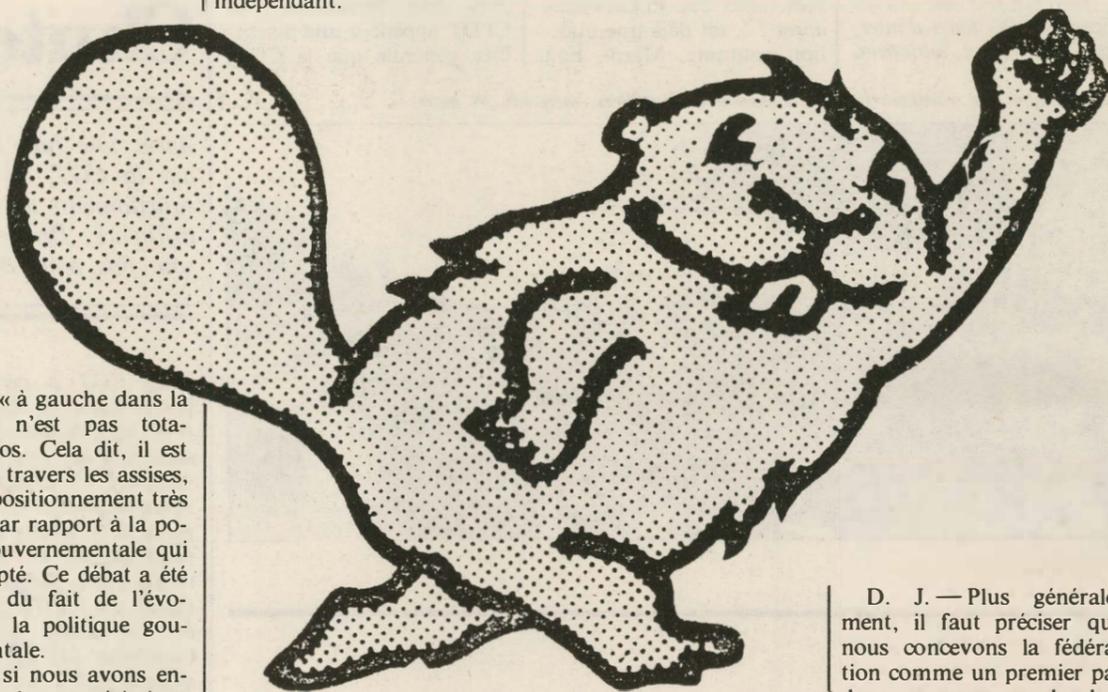
Une délégation de la LCR était présente aux assises. Les camarades de la Gauche alternative nous avaient, nous les en remercions, invités à suivre leurs travaux. Ce que nous avons fait avec intérêt. L'effort des camarades pour regrouper les forces militantes jusqu'alors soumises à un processus de dispersion mérite toute notre attention. Certes, bien des divergences politiques nous séparent, mais nous estimons que le débat et l'action commune sont nécessaires entre la LCR et la Gauche alternative. En attendant et l'un et l'autre, bonne chance camarades !

tique, capable de mettre en cause l'hégémonie du PS et du PC. Les étapes et les rythmes de cela ne sont pas aujourd'hui prévisibles, ce sera en fonction des échéances de la lutte des classes.

Avec la constitution de la fédération, nous pensons avoir fait un premier pas en constituant un lieu où peuvent se retrouver des gens d'origine très différentes, un cadre commun d'action et de réflexion.

Notre souci est d'avancer dans le renouvellement des pratiques militantes, en rompant avec le symbolisme de certaines pratiques d'extrême gauche, en rompant aussi avec l'opportunisme et les archaïsmes de la gauche.

Propos recueillis par Francis Sitel



Logo des assises de fondation de la Fédération de la Gauche alternative

● **Et en ce qui concerne les élections européennes ?**

D. J. — Sur cette question, il y a un profond accord sur la nécessité qu'il y aurait à constituer une liste large, allant des verts à la LCR, autour de deux thèmes : pour la paix en Europe, contre la crise pour un autre modèle de développement. Pour l'instant, un certain nombre de membres de la fédération ont signé l'appel dit « Pour une gauche différente ». D'autres sont hostiles à envisager une liste incluant le PSU. La question n'est pas tranchée. En tout état de cause, nous défendons la perspective de l'ouverture, d'une liste large...

● **Quelles campagnes et initiatives envisagez-vous ?**

P. L. — Pour l'année qui vient nous voulons nous investir dans trois secteurs : les restructurations et l'emploi, les immigrés, le désarmement. Sur ces trois axes, nous avons adopté des textes de travail définissant nos positions et nous avons mis sur pied des commissions

« Nous constatons que nous nous retrouvons ensemble sur une série de terrains. Des pratiques unitaires ont pu se développer, (...) nationalement avec l'appel Talbot. »





RAPPORT SULLEROT

# Un approfondissement des inégalités

*Pourquoi le statut matrimonial des Français devient-il soudain l'objet des préoccupations gouvernementales ?*

*Le but visé : en tentant de restaurer la norme du mariage, faire des économies sur les dépenses sociales.*

Une société ne peut obliger les personnes à adhérer à une morale imposée touchant à leur vie privée. Mais « Elle peut choisir les responsabilités qu'elle reconnaît être siennes, et renvoyer aux personnes privées les responsabilités qui doivent demeurer les leurs, et qui sont l'autre face de leurs libertés. » Telles sont les conclusions démagogiques du rapport : « Le statut matrimonial et ses conséquences juridiques, fiscales et sociales », présenté par E. Sullerot devant le Conseil économique et social, et publié au *Journal officiel*.

Au point de départ du rapport se trouve la constatation de la transformation profonde, et qui apparaît durable, de la situation matrimoniale des Français, signe manifeste d'une évolution des rapports dits privés entre hommes et femmes. « Si la tendance observée depuis dix ans se maintient, ce seront 36 % de personnes de chaque génération qui ne se marieront jamais. » Cette tendance à ne pas se marier est accentuée par le fait que ceux qui se marient divorcent de plus en plus... et ne se remarient pas ensuite. On assiste de plus, note le rapport, à un « accroissement constant du nombre des foyers monoparentaux (ménages comptant un ou des enfants et un seul des deux parents) ». Ces situations considérées comme marginales au regard des législations qui prennent comme norme de base le mariage ne le sont plus dans les faits.

Pour le Conseil économique et social, cette situation ne peut plus durer étant donné « l'importance des transferts économiques qui transitent par les ménages : prélèvement des impôts et redistribution par la protection sociale ». A ceux qui n'y verraient pas malice, entendez : « Il s'agit d'une histoire de sous. »

Donc sous couvert de prise en compte des transformations de la société, d'établissement de plus de justice sociale, d'égalité entre les sexes, un certain nombre de propositions apparaissent dans « l'avis » voté par le Conseil économique et social, tant dans le domaine du droit civil et du droit fiscal que dans celui de la protection sociale.

Voyons dans quel sens elles vont. En ce

qui concerne le droit civil, le rapport fait état « d'une grande transformation » à travers les récentes lois sur le partage de l'autorité parentale, du divorce, de la reconnaissance des enfants « illégitimes », etc. Mais, dit-il, la nouvelle législation sur la filiation de 1972 ne respecte pas l'égalité des sexes, « les droits du père sont bafoués ». Dans les cas où un couple fait un enfant en vivant en union libre, c'est la mère seule qui exerce l'autorité parentale. Si le père veut l'exercer, il faut qu'il en fasse la demande devant un tribunal. D'autre part, dans 90 % des cas de divorce, c'est encore à la mère que revient l'exercice de l'autorité parentale. Le Conseil économique propose donc que l'autorité parentale soit partagée dans les cas de divorce à consentement mutuel, qu'elle soit automatique pour les deux parents dans les cas d'union libre. Cela peut effectivement apparaître comme une mesure égalitaire encore que les remarques qui agrémentent cette proposition peuvent sembler douteuses : « Il ne faudrait pas que la mère en arrive à priver volontairement son enfant de toute filiation parentale ». Et le fondement de la réflexion se trouve au chapitre de la protection sociale où il est explicitement reproché aux femmes de mettre le père hors circuit pour toucher les allocations « d'orphelins et de parents isolés ».

### L'égalité disparaît

Au chapitre de la « transmission du nom aux enfants », on peut aisément juger sur pièce la volonté du Conseil économique de rétablir l'égalité entre les sexes. Ici, c'est la femme qui est lésée, puisque quel que soit le cas de figure, dès l'instant où le père reconnaît l'enfant, celui-ci porte son nom, même en union libre. Sur cette question, le discours sur l'égalité disparaît. Il s'agit « d'étudier attentivement les possibilités d'une ouverture afin qu'elle n'entraîne aucun désordre... ». Quels désordres ? Il n'en est pas dit un mot. Silence... mais pas touche aux valeurs patriarcales !

Dans le domaine fiscal, pour tenter

d'atténuer le fait qu'il est souvent plus avantageux de ne pas être marié quand les deux travaillent, le Conseil économique préconise de laisser le libre choix entre déclaration commune et déclaration séparée. Cette formule est d'autant plus pratique qu'elle permet de ne pas toucher au quotient conjugal — mesure qui avantage les hauts revenus — « pour ne pas porter tort aux ménages dont la femme reste au foyer ». Par contre, la demi-part supplémentaire de quotient familial par enfant de parent isolé est qualifiée de « prime à l'il-légitimité ». Il est fortement question de la supprimer « si l'on veut que l'Etat observe une neutralité entre mariage et concubinage ». Belle neutralité qui consistera à pénaliser les mères célibataires et les mères divorcées et à les obliger ainsi à marche forcée à faire la chasse au mari pour pouvoir survivre !

Dans le domaine de la protection sociale, le rapport souligne à juste titre que plutôt que de multiplier le nombre des ayant-droits un couple vivant maritalement est assimilé à un couple marié, et un assuré peut avoir plusieurs ayant-droits, il serait plus judicieux d'étendre le droit aux assurances sociales à tout malade, à toute future mère. Mais il ne se prononce pas sur les « nouveaux critères d'ouverture des droits que cela entraînerait ».

### La liberté, ça se paie

Mais, pour l'heure, la préoccupation essentielle est de « limiter les abus ». Pour se faire, « il paraît souhaitable que les statuts déclarés aux diverses administrations par les personnes sollicitant un avantage ou une allocation puissent être confrontés. » Une commission est chargée d'élaborer les modalités de cette mesure et de la soumettre à la Commission informatique et libertés. La garantie sera que le concubinage non déclaré ne pourra être saisi ! La moralité de l'affaire, c'est qu'en système capitaliste la liberté, ça se paie !

C'est là la philosophie générale du rapport. Il prétend ne pas imposer de morale ni de norme c'est au contraire ce qu'il vise à instaurer, en renvoyant la prise en charge d'un certain nombre de besoins sociaux dans le cadre de la famille, de la sphère privée. La conséquence en serait une accentuation de l'oppression des femmes, un approfondissement des inégalités pour les plus défavorisées d'entre elles.

Sonia Folloni

### Le mythe américain et la réalité

« Travail et travailleurs aux Etats-Unis » de Marianne Debouzy, aux éditions La Découverte (col. Repères).

Clichés et images conventionnelles pullulent sur les Etats-Unis et le monde du travail de ce pays. On y voit l'ouvrier conduisant sa puissante voiture, travaillant dans une usine hyper-moderne, buvant à volonté du Coca-cola et habitant un mignon pavillon de banlieue. Bref, le monde de « l'égalité des chances pour tous ». La réalité que décrit Marianne Debouzy est pourtant tout autre.

Des usines ultra-modernes ? Dans la sidérurgie, « mis à part l'usine de Sparrows Point, on n'a construit que deux nouvelles usines intégrées, dans les années cinquante et soixante », sur l'ensemble du territoire nord-américain. Dans l'automobile, « jusqu'au début des années quatre-vingt, les opérations de montage n'étaient guère robotisées ». Mais où sont donc passés les capitaux, les bénéfices des patrons américains ? Les investissements à l'étranger en 1950 et 1980 ont été multipliés par seize, par contre, les investissements aux Etats-Unis-mêmes ont connu une croissance deux fois moins rapide. Les résultats pour les travailleurs ? « La moitié des sidérurgistes est au chômage. » En Caroline du Sud, « 14 % de la population survivait grâce à des bons de nourriture. »

Quant à l'égalité, elle n'est visiblement pas pour tous : 67 % des Américains ont des « emplois de routine » et des « emplois sans intérêt ni promotion possible ». « Selon la définition du seuil de pauvreté, le nombre de pauvres s'élevait en 1978 à 24,5 millions (11,4 % de la population). »

Le mythe américain et ses clichés, au fil des pages, volent en éclat. Un livre décapant ; Marianne Debouzy nous fait découvrir une sombre réalité, méconnue des Européens.

Alain Gwen

### Le PCF et les femmes

« Les Femmes rouges, chronique des années Vermeersch », Renée Rousseau. Chez Albin Michel, 85 F.

Le PCF est sûrement le parti qui a intégré dans ses rangs le plus de femmes, ou qui les a organisées à travers l'UJFF et l'UFF. Aujourd'hui encore, il est le plus « féminisé », celui qui peut se prévaloir d'avoir le plus fort pourcentage d'élués parmi les députés, maires et conseillers municipaux. Pourtant, les ouvrages consacrés à l'histoire du PCF, y compris ceux réalisés par des membres du parti, ne parlent quasiment pas du rôle des militantes. N'ont-elles été que des « potiches » ? A partir de 1968, un mouvement féministe impétueux surgit à côté des organisations féminines du PCF et les « laisse sur place ».

Le livre de Renée Rousseau tente de combler une lacune historique en apportant des éléments sur le rôle et l'action des militantes femmes dans le PCF, des « personnalités » femmes — car il y en a eu — dans la période qui va de la Libération aux années soixante. Elle tente également d'éclairer, à travers les avatars de la politique stalinienne, « par quelles voies des militantes ardemment engagées dans la lutte révolutionnaire sont parvenues à faire figure de "popotes" ». Au centre, bien sûr, les positions conservatrices du PCF sur la famille, avec l'épisode de la croisade « contre le néomalthusianisme réactionnaire », contre le droit à l'avortement pour lequel se battait d'ailleurs des militants communistes comme J. Derogy. Mais aussi les ravages du culte de la personnalité et le rôle de Jeannette Vermeersch, épouse de M. Thorez.

Un livre passionnant, vivant, réalisé à partir de nombreux témoignages, indispensable pour connaître et comprendre cette réalité.

Sonia Folloni

## SALVADOR

## Une élection et après ?

Les résultats officiels de l'élection présidentielle salvadorienne n'étaient toujours pas proclamés quarante-huit heures après la clôture du scrutin. Le Conseil central des élections, qui supervisait leur déroulement, s'est enfermé dans le mutisme.

Napoleon Duarte, candidat du Parti démocrate-chrétien, s'est indigné de ce silence, annonçant que son parti avait achevé de comptabiliser les résultats bureau par bureau. Selon lui, 44 à 45 % des votants se sont rassemblés sur son nom, 29 % ont voté pour le major d'Aubuisson, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) et 19 % pour Francisco Jose Guerrero, du Parti de la conciliation nationale. Les rapports de forces restent les mêmes que lors des élections de 1982. Il en ressort qu'un second tour est inévitable d'ici un mois opposant Duarte et le « major Bob ».

« Victoire de la liberté sur la tyrannie », a jugé dès lundi Ronald Reagan. « Elections libres, démocratiques et légitimes compte tenu des circonstances actuelles en Amérique centrale », estime l'Union démocratique internationale (à laquelle participe le RPR), « beaucoup mieux organisées que celles de 1982 ». Voire. On voudrait nous faire croire à une leçon de démocratie alors que tous les témoignages rapportent les urnes détruites, volées ou tout simplement oubliées, les bulletins laissés à la maison par des présidents du bureau de vote ou les bureaux introuvables. A tel point que plusieurs des participants envisagent de demander l'annulation du scrutin.

Le Conseil central des élections avait, après révision des listes, recensé deux millions et demi d'électeurs. Selon le Monde, la participation ne devrait pas excéder un million trois cent mille, ce qui était le chiffre officiel pour les élections à l'Assemblée constituante il y a deux ans. Si l'on s'en tient aux chiffres fournis par l'ambassade US au Salvador, la participation aurait même chuté de 80 à 65 %. Ce malgré le climat de terreur et d'intimidation pour contraindre les électeurs au vote (marque sur la carte d'identité, encre indélébile sur les doigts...). La mascarade électorale version 84 ressemble à s'y méprendre à la version 82.

Les pressions ont pourtant été fortes pour tenter de donner par là une légitimation au régime. Contre d'Aubuisson, candidat de l'oligarchie et des escadrons de la mort, les USA ont tout fait pour présenter Duarte comme la seule alternative à la guerre civile. Multipliant les déclarations respectueuses vis-à-vis des entrepreneurs privés et les promesses de réforme agraire destinées à attirer une base populaire, condamnant à la fois la guérilla, le communisme et les activités de l'extrême droite, Duarte a une image présentable devant le Congrès américain. Les risques existent de le voir se retrouver minoritaire comme l'est son parti à l'Assemblée, face à la coalition de l'ARENA et du PCN, ce qui ne laisse pas d'inquiéter le département d'Etat en cette année électorale. Le Sénat US tient prêt un projet d'assistance de 61,7 millions de dollars. Une victoire du major d'Aubuisson, qui ne rêve que d'écraser la guérilla sous le napalm, ne serait pas du meilleur effet et ne pourrait qu'accélérer la crise politique au Salvador.

De son côté la guérilla n'est pas restée inactive et a mené des actions armées. La plus spectaculaire a été de plonger la capitale dans l'obscurité la nuit précédent le scrutin et au début du dépouillement qui a débuté à la bougie. C'est la preuve manifeste que cette élection ne règlera rien.

J.-J. L.

## ITALIE

## Un million contre l'austérité

En rassemblant la plus gigantesque manifestation que l'Italie ait connue, les conseils d'usine ont prouvé, le 24 mars, la force de la mobilisation unitaire organisée à la base depuis plus de deux mois. Le socialiste Craxi aura bien du mal à imposer sa politique anti-ouvrière.

Plus d'un million de travailleurs dans la rue contre la politique d'austérité du gouvernement présidé par le socialiste Bettino Craxi. La manifestation du 24 mars à Rome, organisée à l'appel de l'assemblée nationale des conseils d'usines du 6 mars dernier et reprise à son compte par la CGIL, a dépassé les espérances des plus optimistes. Il s'agit là de la plus grosse démonstration ouvrière que l'Italie ait connue depuis la guerre.

Les quatre cortèges qui convergèrent vers la place Saint-Jean-de-Latran n'ont jamais pu tous y arriver. Au nombre s'ajoutait la détermination et la fantaisie. Libération n'y a vu que « les derniers soubresauts de la classe ouvrière traditionnelle ». Et bien, elle a encore du souffle, et elle est venue à Rome le montrer à tous ceux, patrons et démocrate-chrétiens, dirigeants socialistes et syndicaux, qui entendent lui faire payer la crise.

Cette gigantesque marche ouvrière sur Rome est avant tout le résultat de la mobilisation unitaire, à la base, organisée depuis plus de deux mois dans tout le pays par les coordinations régionales et nationale des conseils d'usines contre le décret gouvernemental sur l'échelle mobile (Et non comme l'écrit Le Monde, qui n'a touché mot de cette mobilisation, de l'action des « syndicats communistes »).

## Les manœuvres du PCI

La manœuvre de la CGIL, qui avait appelé le soir du 6 mars à cette manifestation, afin d'en enlever la direction aux conseils (voir Rouge n°1104), n'a réussi qu'en partie. La coordination nationale des conseils d'usines a en effet demandé à la veille du 24 une rencontre avec la direction de la centrale afin de préparer en commun le déroulement de la manifestation et la répartition des prises de parole. Les coordinations des conseils de toutes les régions ont organisé leurs propres cortèges, avec leurs banderoles, tracts, etc. Le fait que les représentants des coordinations régionales aient pris la parole aux côtés du secrétaire de la CGIL, Luciano Lama, le fait qu'un délégué de l'OM de Brescia

(usine d'où est parti tout le mouvement) ait lu devant la foule le manifeste sur l'unité et la démocratie syndicale, adopté par l'assemblée du 6 mars, reflètent bien le rapport de forces établi par les conseils d'usines.

Les moyens mis en œuvre par la CGIL, et surtout par le PCI, pour chevaucher le mouvement

de la base syndicale était venu dans les cortèges des conseils, affirmant une opposition sans ambiguïté au gouvernement et réclamant la grève générale contre le décret scélérate.

Le PCI avait donc massivement mobilisé. Dès le matin, une grande partie de la place Saint-Jean-de-Latran était occupée par les communistes de la capitale. Aux quatre points de rassemblement des cortèges, les délégations énormes des régions « traditionnelles » du PCI (comme l'Emilie Romagne et la Toscane) se sont placées en tête afin d'occuper la place (qui ne contient que 200 000 personnes) et laisser à l'extérieur le gros des cortèges contestataires (en particulier ceux de Lombardie et du

ciation sur le « coût du travail » et l'échelle mobile, si Craxi retirait son décret.

C'est là une perche tendue au président du Conseil socialiste, qu'il ne lui sera pourtant pas si facile de saisir. En effet, d'un côté la puissance de la mobilisation ouvrière rend difficile de faire adopter le décret à la Chambre par un vote de confiance au gouvernement, comme cela a été fait le 23 au Sénat. Mais de l'autre, cette démonstration de force fait monter le niveau des « contreparties » qu'il faut accorder à la CGIL pour l'amener à signer un accord remettant en cause l'échelle mobile. Or, Craxi sait bien qu'il est toléré à la tête du gouvernement par le patronat italien à la seule condition de mener à bien l'atta-



Le cortège des ouvriers de Maserati lors de la manifestation à Rome.

étaient à la mesure de la contestation de la base.

Certes, en contribuant au succès de cette manifestation, le PCI avait son propre objectif : organiser dans la rue une pression massive — mais contrôlée — sur un gouvernement dont il ne conteste pas par ailleurs l'existence. Mais il voulait aussi fournir des troupes et un auditoire au dirigeant de la CGIL, alors que le gros

Piémont), offrant ainsi une audience plus docile à Luciano Lama.

## Craxi dans l'impasse

Le discours du secrétaire général a montré clairement où il voulait en venir. Il a affirmé son opposition à toute grève générale et la disponibilité de sa centrale à la réouverture d'une négo-

que anti-ouvrière dont celui-ci a besoin.

La crise sociale et politique ouverte depuis le début de l'année en Italie est donc encore loin d'une solution, d'autant que, pour sa part, la coordination nationale des conseils d'usines se réunit le 28 mars afin de décider de la suite de l'action pour faire tomber le décret scélérate.

Anna Libéra

LIBAN

# Toujours l'impasse

*L'échec de la conférence de Lausanne constitue un nouveau coup dur pour l'impérialisme. En dépit des pressions de la Syrie et de toutes les oligarchies arabes, la situation de l'Etat levantin est plus incertaine que jamais.*

Comme il fallait s'y attendre, le « Congrès du dialogue national » à Lausanne entre toutes les parties de la guerre civile libanaise s'est soldé le 20 mars par un fiasco. Après avoir débattu de douze projets et contre-projets, les neuf participants n'ont pu que remettre à plus tard la solution des problèmes en litige. Même le cessez-le-feu, imposé à l'arraché, n'aura pas été respecté plus de quelques jours.

Pour l'impérialisme, c'est un nouvel échec. La présence militaire française n'y aura pas résisté. Le 24 mars, François Mitterrand annonçait le départ des mille deux cent cinquante marsouins qui constituaient le dernier carré de la force multinationale formée à l'été 1982. « Nous ne pouvions être des éléments intervenant dans une guerre civile », devait préciser le président de la République, exprimant clairement son impuissance à trouver une porte de sortie plus honorable.

## La pression des oligarchies

Les pressions n'auraient pourtant pas manqué pour empêcher la galère de Lausanne de s'échouer. Les métropoles occidentales se trouvant actuellement hors jeu, après la défaite militaire de leur protégé, Amine Gemayel, les pressions sont essentiellement venues des pays voisins. Au-delà de leurs projets respectifs ou d'alliances internationales différentes, toutes les oligarchies arabes s'accordent en effet sur la nécessité de préserver le *statu quo*. La victoire des milices musulmanes libanaises, la place de la communauté chiite — première communauté du pays — constituent en effet un facteur de déstabilisation de l'ensemble du Proche-Orient et menacent à terme leur propre domination.

Cette attitude n'étonnera pas de la part de l'Arabie Saoudite. Les princes saoudiens alliés de Washington ont toujours relayé les plans impérialistes dans la région. Peu avant la conférence de Lausanne, Ryad présenta de nouveau un projet de règlement en sept points, prévoyant notamment le redéploiement de l'armée « légale », des négociations en vue de réformer l'Etat libanais, un retrait coordonné de toutes les forces étrangères assorti de la négociation d'accords de sécurité avec Jérusalem et la formation d'un gouvernement d'union nationale à Beyrouth. De quoi satisfaire Israël qui se voyait implicitement reconnaître des facilités d'intervention militaire à sa frontière nord, ce qu'il ne cesse d'exiger depuis des années. De quoi également rassurer les forces chrétiennes libanaises qui voyaient repoussée aux calendes grecques la perspective d'un nouveau partage institutionnel des pouvoirs entre communautés.

Mais c'est la position de la Syrie qui a constitué l'événement de Lausanne. Après avoir contribué à l'effondrement du pouvoir légal en fournissant un appui logistique décisif aux milices de l'opposition, elle a opéré un retournement spectaculaire. Dès lors qu'Amine Gemayel eut accepté d'abroger l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 et de négocier à Damas les conditions de son maintien aux affaires, ses principaux objectifs étaient atteints. La capitulation du chef de l'Etat libanais consacrait son statut de puissance régionale. Hafez-el-Assad chercha alors à

parachever sa victoire en réussissant là où Israël et les capitales occidentales avaient échoué : ramener la paix au Liban et montrer ainsi son aptitude à garantir l'ordre impérialiste dans cette zone stratégique. Il a multiplié les tentatives pour contraindre l'opposition à lâcher du lest et à reconnaître l'autorité du président en exercice. « Franchement, expliquait au Monde Nabih Berri, le leader du mouvement chiite Amal, je suis en désaccord avec nos amis syriens qui estiment, à tort, qu'il faut sauver Amine Gemayel pour sauvegarder l'unité du Liban. Mon opinion est aux antipodes de la leur. »

Bien qu'en trainant les pieds, les dirigeants druzes et chiites finirent par ac-



cepter de se plier aux exigences de Damas. Ils cessèrent de revendiquer la démission de Gemayel et laissèrent la gendarmerie et certaines unités de l'armée reprendre le contrôle de plusieurs secteurs de Beyrouth-Ouest.

## Intransigence maronite

Si les pourparlers de paix échouèrent cependant, ce fut à cause de la détermination de la bourgeoisie chrétienne maronite à sauvegarder sa position dominante et à empêcher un rééquilibrage du régime. Plutôt que d'accepter un nouveau partage des pouvoirs dans le cadre d'un Liban unifié, Pierre Gemayel et Camille Chamoun, les représentants des Forces libanaises (coordination des milices chrétiennes fascisantes) plaidèrent en faveur d'un « système fédéral ».

Derrière des mots ronflants, se cache en réalité un projet de partition pure et simple. Karim Pakradoni, l'un des responsables du Parti phalangiste, est d'ailleurs très ex-

plicité : « Dans tout système fédéral, il y a une force locale qui assure la sécurité du canton. D'après nous, elle doit être formée des milices actuelles. Chacune des communautés a maintenant ses structures politico-militaires. Chez les chiites, Amal et le Conseil chiite. Chez les Druzes, le Parti socialiste progressiste. Chez les chrétiens, les Forces libanaises et le Front libanais. Si vous croyez que l'on peut dissoudre ou vaincre ces milices, vous vous trompez. Il faut les légitimer dans le cadre d'un pacte nouveau. »

La droite chrétienne a tout à gagner à une telle perspective. La constitution d'une kyrielle de petits cantons confessionnels lui permettrait tout à la fois de conserver le contrôle des zones les plus prospères et de jouer sur les oppositions entre communautés. Ils disposeraient en outre d'un atout-maitre : leur alliance avec l'Etat sioniste.

Il reste que l'éclatement aurait des conséquences économiques néfastes pour la bourgeoisie libanaise, toutes composantes confondues. Il limiterait ses débouchés et favoriserait, en revanche, la pénétration de

produits venant de pays voisins, en particulier Israël. Aussi, les représentants maronites n'utilisent actuellement cette proposition que comme un moyen de chantage visant à maintenir la situation en l'état.

C'est donc sur une instabilité aggravée que débouche la conférence de Lausanne. Les perspectives d'une déconfessionnalisation paraissent plus lointaines que jamais. Les troupes israéliennes continuent à occuper tout le Sud-Liban. Quant au sort du demi-million de ressortissants palestiniens, il est de plus en plus précaire face aux exactions des autorités phalangistes.

Dans ces conditions, toutes les manœuvres, tous les retournements d'alliance sont possibles, notamment de la part de la Syrie qui voit confortée sa position d'arbitre. Pour imposer leurs propres solutions, les masses libanaises devront surmonter un obstacle essentiel : les limites d'une opposition qui se refuse à transgresser le cadre du pouvoir bourgeois et à sortir d'alliances fondées sur le confessionnalisme.

Christian Picquet

## GUINEE

L'après  
Sékou Touré

La presse occidentale n'a jamais manqué une occasion de dénoncer la dictature de Conakry. Mais cela n'a pas empêché les multinationales américaines, françaises ou japonaises de réaliser de fabuleux profits dans ce pays.

Sékou Touré vient de mourir après avoir dirigé sans partage la Guinée. Pendant près de vingt-six ans, la presse occidentale n'aura cessé de dénoncer le « dictateur » de Conakry. Tout cela parce qu'un jour de 1958, il fut l'un des rares nationalistes africains à appeler à voter « non » au référendum de De Gaulle, contre une indépendance de pacotille dans la fameuse Communauté franco-africaine. Le Parti démocratique de Guinée n'était pas le seul à dire non ; quelques autres partis le firent ailleurs. Mais il fut le seul à obtenir dans son pays une majorité contre le projet gaulliste. La Guinée fut donc placée au ban des pays africains par l'impérialisme français. Toute aide cessa et les fameux réseaux Foccart essayèrent pendant plusieurs années de déstabiliser le régime.

Sékou Touré développa une philosophie qui mélangeait certaines idées stalinienne, acquises dans le mouvement syndical, et un nationalisme classique. Pendant les premières années de son régime, il défendit l'idée que la société africaine ne connaissait pas le développement de classes sociales afin de mieux justifier le principe du parti unique, rassembleur de toute la nation. Il fallait en effet commencer par « fabriquer » une nation guinéenne à partir d'une histoire, à partir d'un Etat et d'une économie qui étaient tout entière le produit du colonialisme.

Moscou soutint le régime guinéen sans nuance. Mais très vite, il lui fallut déchanter. La Guinée, qui rengorgeait de bauxite, était restée une proie facile pour les multinationales de l'aluminium. Français (Ugine Kuhlman, Pechiney), mais aussi Américains avaient une bonne part de leurs intérêts dans les mines et l'économie du pays en état d'autant moins indépendante. Ce mélange d'intransigence politique et de compromis économique agrava la crise.

La corruption, la répression, le bureaucratisme firent perdre son soutien populaire à Sékou Touré. Des milliers de Guinéens quittèrent le pays. Et pendant que ministres et cadres du Parti démocratique de Guinée récitaient leurs lita-

nies contre l'impérialisme et les traîtres, les multinationales se remplissaient les poches. Depuis plusieurs années, Conakry avait d'ailleurs multiplié les ouvertures envers l'impérialisme.

Avec la mort de Sékou Touré s'ouvre une période tout aussi difficile pour le

peuple guinéen. On va probablement reparler de retour dans la zone franc, d'aide française, d'amitié franco-guinéenne, voire de démocratie. Un rideau de fumée destiné à dissimuler de sordides marchandages sur la bauxite ou les marchés d'équipement.

Claude Gabriel



## AFGHANISTAN

## Quelle solidarité ?

L'initiative, le 23 mars à Paris, du MSRA a clairement fait ressortir la situation d'impasse dans laquelle se trouve l'action militante d'aide à l'Afghanistan. Celle-ci ne peut faire l'économie d'une clarification politique.

La guerre d'Afghanistan se poursuit, toujours aussi féroce, impitoyable, à demi-oubliée et plus exclue des médias que n'importe quel petit conflit local temporaire. Pourtant, dans ce pays de quinze millions d'habitants, il y a eu six cent mille morts depuis 1978, et il compte quatre millions de réfugiés, soit le quart de la population, la plus grande masse pour une seule nation dans le monde où l'on en compte actuellement dix millions.

C'est pour tenter de secouer cette chape d'ignorance et d'indifférence que le Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan (MSRA) avait, le 23 mars, organisé à la Mutualité, à Paris, trois forums en six heures.

Leurs débats ont cruellement fait sentir dans quelle situation d'impasse se trouve l'action militante d'aide à l'Afghanistan : la cause afghane n'est la cause de personne. Même les « adversaires de l'URSS » se méfient de cette résistance

incontrôlable, et ceux qui l'aident militairement ne le font qu'au compte-gouttes.

Sur la table diplomatique, l'Afghanistan n'est même pas un pion, tout juste un argument et un alibi. Et, en France, le bât blesse là. Le PS couvre l'aide humanitaire en fermant les yeux. Ceux de ses militants qui sont membres du MSRA avec ceux du PSU et ont participé aux forums ont fait de timides propositions, telle celle d'une demande d'aide alimentaire aux fonds européens. Mais qui irait à qui ? Toutes les propositions, du type appel au Parlement européen, ne sont que le rejet d'une angoisse d'impuissance sur un organisme dont l'impuissance est seulement gonflée de jactance.

Et un tel type d'espoir et d'appel prête dangereusement le flanc à des opérations de la droite, y compris la plus réactionnaire qui, cette année, n'a pas hésité à venir s'exprimer à ces six heures, de va-t-en-guerre contre l'« impérialisme rouge » que n'aurait pas dé-

savoué Le Pen, aux anti-pacifistes, partisans de la fermeté au Liban et au Tchad, en passant par un représentant de l'Association pour la libération du Cambodge (sous le drapeau de Pol Pot et Son Sann). L'Afghanistan peut ainsi offrir un créneau à l'actuelle offensive de la droite, qui tentait là de s'ouvrir une brèche dans le MSRA.

Mais comment relancer le mouvement ? Comment trouver des forces pour aider les Afghans dans leur lutte de libération sans rien céder à des projets réactionnaires ? Le MSRA ne peut sans doute pas aujourd'hui faire l'économie d'un réajustement théorique et stratégique.

Seule l'unité de la lutte des peuples pour leur libération nationale et sociale peut permettre de « désenclaver » la cause afghane. Il a fallu que ce soit un militant de la région arabe qui fasse remarquer que l'aide à l'Afghanistan n'est pas crédible de la part de ceux qui broient ou trahissent la cause palestinienne. On peut dire autant de ceux qui laissent faire Reagan en Amérique centrale. Les causes de tous les peuples en lutte pour le droit à l'existence resteront marginalisées si elles restent dissociées.

Michel Lequenne



## ERYTHREE

## Victoires militaires pour le FPLE

Les forces du Front populaire de libération de l'Erythrée ont remporté une importante victoire contre les troupes éthiopiennes dans la région nord-est du pays. L'offensive qui s'est déroulée sur trois jours, la semaine passée, a été menée par dix mille maquisards contre les positions fortifiées qui, sur soixante kilomètres, leur barraient l'accès à la mer Rouge. Six mille kilomètres carrés ont été libérés au prix de pertes considérables du côté éthiopien : 4 500 tués, près de 2 500 blessés et 80 % du matériel militaire récupéré. A quoi viennent s'ajouter les facilités portuaires de Mersa Tekli et celles d'un aérodrome militaire.

Comme l'indiquait déjà la bataille de Nafka en juin 1982, la guérilla reprend l'avantage sur le terrain, sept ans après avoir été contrainte à une retraite dans les montagnes du Sahel. Soutenue massivement à partir de 1975 par l'Union soviétique, l'Ethiopie avait à l'époque engagé 100 000 hommes pour mettre un terme au contrôle des maquisards sur la quasi-totalité du territoire, mais n'avait pu réduire les foyers de repli de la guérilla.

Après vingt-quatre années d'annexion par Addis-Abeba, cette victoire, qui intervient après la reprise successive de plusieurs villes, rappelle le caractère brûlant de la question nationale érythréenne. Faute de l'avoir comprise, le colonel Mengistu voit se confirmer l'échec de la solution d'extermination par les armes que menait déjà l'empereur Haïlé Sélassié avant son renversement il y a dix ans.

J.-J. L.

## NICARAGUA

## Solidarité

A Lorient a lieu du 6 au 10 avril une semaine de solidarité avec le Nicaragua organisée par : l'Association Bretagne-Amérique latine (ABAL), le CRISLA, la CFDT, la FEN, FO, le Mouvement de la paix, PS, PC, PSU, LCR, JC et l'Union démocratique bretonne (UDB).

Au programme : — Exposition de peintures nicaraguayennes toute la semaine au Palais des congrès ; — Mardi 10 mars : projection de 2 films en présence de Rafaël Correa, représentant du Nicaragua ; — Vendredi 13 avril : le groupe folklorique nicaraguayen Sacuanjohe.

## AFRIQUE AUSTRALE

## Opérations contre les opposants à Pretoria

Le week-end dernier a eu lieu à Maputo et dans la ville satellite Matola une opération de la police politique mozambicaine, à la recherche, semble-t-il, de caches d'armes. Ce qui différencie cette intervention d'une pratique de routine, c'est le fait qu'elle ait été menée contre des bureaux et des résidences du Congrès national africain (ANC). La maison de Joe Slovo, qui passe pour l'un des dirigeants militaires de l'organisation sud-africaine, a été visée alors même qu'il a déjà dû quitter le pays.

Une semaine après la signature de l'accord de non-agression avec l'Afrique du Sud (cf. *Rouge* n° 1103), le FRELIMO, au pouvoir à Maputo, frappe des opposants au régime d'apartheid en exil sur son territoire et multiplie les témoignages de bonne volonté.

La *realpolitik* conduit les ex-colonies portugaises à ne plus vouloir servir de base arrière, voire à tenter de mettre au pas des organisations comme l'ANC ou la SWAPO dans le cas de l'Angola. Des incidents ont eu lieu entre des éléments de cette dernière organisation et la commission militaire mixte Angola-Afrique du Sud, faisant plusieurs victimes. Selon certaines sources, Luanda aurait même demandé l'intervention de l'aviation sud-africaine.

S'il n'y a pas lieu de se réjouir de la confirmation de la trajectoire politique de ces régimes, voilà de quoi faire réfléchir les milieux anti-impérialistes qui n'avaient de cesse de les encenser.

J.-J. L.

# Georges Guingouin premier maquisard de France

● Par Georges Guingouin et Gérard Monédiaire, éditions Lucien Souy\*

Au moment où la perspective du procès du nazi Barbie pousse nombre d'anciens résistants à commémorer dans l'unanimité nationale, et à faire l'impasse sur nombre de dossiers encore brûlants, la publication d'un ouvrage relatant les combats des maquis limousins

ne pouvait mieux tomber ! Soyons francs : cet ouvrage a bien des défauts... Georges Guingouin n'a rien d'un écrivain et la première partie du livre, qu'il a rédigée, est composée de chapitres indépendants, relatant tel ou tel épisode significatif de la résistance FTP de la région ; on a parfois du mal à trouver un fil directeur pour relier ces morceaux épars. La seconde partie, due à un universitaire li-

mousin, s'efforce de tirer des conclusions proches des thèses exprimées par Le Bras/Todd ; Gérard Monédiaire, à vouloir trop prouver, minimise à tort les éléments pourtant décisifs pour la bonne compréhension du « cas » Guingouin.

Posons-nous en effet une simple question : qu'est-ce qui fait (et le relief n'explique pas l'essentiel !) que ce maquis-là est parvenu à or-

ganiser massivement la classe ouvrière et la paysannerie limousine ? Monédiaire relate soigneusement les initiatives de Guingouin pour saboter l'effort de guerre allemand (et le pillage qui s'ensuivait), pour contrôler le prix des denrées et stopper le marché noir, pour ne pas se limiter à une dénonciation incantatoire du régime de Vichy mais intervenir sur le terrain concret de la lutte de classes... Il

s'approche cependant assez près des questions-clés : « Les arrêts du préfet du Maquis illustrent la mise en place d'une administration parallèle, phase supérieure de la lutte de partisans, embryon d'une ossature étatique nouvelle. » Bref, des éléments notables du double pouvoir...

Guingouin lui-même, s'il dénonce avec vigueur la politique du PCF à cette époque et ses méthodes (tentatives de liquidation par la direction sud du PCF), reste parfois trop allusif et ses positions politiques restent fortement marquées par le nationalisme et les illusions sur le sens et la nature réels de la pseudo « déstalinisation » de Khrouchtchev.

Tel que, Georges Guingouin, premier maquisard de France, est néanmoins un livre instructif : il contribue notablement à contrer l'entreprise de réécriture menée conjointement par la bourgeoisie et le stalinisme.

La documentation incluse dans ce livre est assez remarquable : le morceau de choix, c'est ce fameux faux de l'*Humanité* de 1940 que même Duclos (qui s'y connaissait pourtant !) n'a pas osé reprendre dans ses « unes » de l'*Humanité* à la différence de l'*Histoire de France* patronnée par l'académie des sciences d'URSS !

Marc Laprade

\* 3, rue Jules-Guesde 87000 Limoges.

## Charles Semser: sculpture d'aujourd'hui

La galerie Caroline Corre\* a un grand mérite, celui de présenter et de défendre de grands méconnus. Après l'insolent et génial anar Bedarride, dont nous avons parlé ici en décembre dernier (numéro 1090) et qui est mort peu après l'exposition sans que la grande presse, la radio et la télévision en parlent, voici maintenant Charles Semser, un Américain de 62 ans, qui vit en France depuis 1949, et qui est sans doute un des représentants des plus originaux de la modernité.

Comment donner une idée de son art puissant,

hardi, populaire, magistral et anti-académique ? On peut le cadrer en disant qu'il se situe entre les monolithes de l'île de Pâques et l'art forain, entre la sculpture de Daumier et les folles architectures de Gaudi à Barcelone. Il a modelé des caricatures de céramique, qui frappent fort tous les ridicules de notre société, de géantes sculptures comiques pour les jardins publics, où des plantes foisonnantes forment les cheveux, les barbes, voire les corps ; il plante des jardins anthropomorphiques pour immeubles de vingt étages (ainsi à Marne-la-Vallée) qui

changent de nature au fur et à mesure que l'on s'élève. Mais il peut aussi créer des formes terribles (comme *le Passager*, la mort à l'arrière du noir équipage d'une motocyclette) ou d'une pure beauté, comme *le Tango*, où les danseurs se fondent au-dessous de la ceinture en un seul corps ; *l'Hommage à Goya*, géante de trois mètres qui reste aérienne et toute grâce dans le geste de rattacher son bas, ou *Mai 68*, élan d'une lanceuse de pavé qui résout superbement le problème du mouvement éternisé.

Sculpteur de l'espace — non de salon — sa

vocation est la monumentalité, ce qui est rare aujourd'hui (voir le petit machin mesquin du Forum des Halles), alors que pourtant c'est cette sorte d'art dont a besoin le grand public populaire des villes, qu'appellent les espaces des grands ensembles.

Un essai sur Charles Semser, *S comme sculpture : mythes et parodies*, est en vente à la galerie.

Michel Lequenne

\* 14, rue Guénégaud, Paris 6<sup>e</sup> jusqu'à fin mars. Des sculptures « plantées » sont exposées passage Dauphine.

## Reprises au cinéma

*Europe 51*, l'un des films les plus importants de l'après-guerre, combine différents éléments. Critique sociale, manifeste idéologique, auto-analyse du cinéma. Le drame privé et social vécu par une grande bourgeoisie permet à Rossellini d'occuper les lieux traditionnels du cinéma, salon, HLM, usine, asile, pour filmer la dégradation d'une star (Bergman) en femme martyre. Implacable logique cinématographique qui n'a pas fini d'éclairer les relations complexes entre un film et son sujet, un film et ses fins dernières.

La ressortie de *Vertigo* joue un sale tour aux

*Diaboliques*. Deux romans de Boileau-Narcejac. On reproche à Clouzot des effets de suspense artificiel là où Hitchcock récolte la palme de l'intellectualisme. Procès sans cause. Qu'une épouse et une maîtresse, également maltraitées, s'associent pour liquider leur bourreau, que cela cache une machination beaucoup plus perverse n'est pas une situation des plus courantes. *Les Diaboliques* est aussi riche d'esbrouffe que le sujet l'est de paradoxes, et Clouzot filme très juste, colle parfaitement à l'im-moralité de l'intrigue.

P. G.



● **Dimanche 20 h 35 (TF 1)** *Devine qui vient dîner ?* de S. Kramer, avec S. Tracy, K. Hepburn et S. Poitier. La fille de grands bourgeois américains va épouser un Noir !... Horreur ! Ah... il

est docteur ? Amenez-le donc à dîner... Cinéma faussement libéral et terriblement conformiste.

22 h 30 (FR 3) *L'Alibi* de Pierre Chenal avec Louis Jouvet.

● **Lundi 20 h 35 (TF 1)** *Le Paradis des mauvais garçons* de Joseph von Sternberg avec Robert Mitchum et Jane Russel. Sans Marlène, Sternberg essaye de retrouver l'inspiration en filmant ce monument de vulgarité que fut Jane Russel. Etonnant...

20 h 35 (FR 3) *Les Dames* de Luchino Visconti avec D. Bogarde, I. Thulin, H. Berger et Ch. Rampling. Entre l'agonie du royaume des Deux-Siciles filmée avec génie dans *Le Guépard*, et

celle de l'Allemagne pré-nazie, ici, une même fascination pour la décadence et l'abîme. Mais la grandiloquence de la mise en scène, le simplisme des raccourcis politiques et historiques ne mènent pas aux mêmes sommets. Visconti englué dans un kitch très wagnérien (le titre original est « Götter dämmerung » — Le crépuscule des Dieux...) nous fait constamment regretter que sa passion pour l'écrivain

allemand Thomas Mann, ne l'ait pas plus incité à rechercher la complexité et les contradictions dont s'est constamment nourrie l'œuvre de Mann dans son évocation d'une société allemande guettée par la barbarie nazie.

● **Mardi 20 h 35 (FR 3)** La dernière scène avec *Coup de fouet en retour*, western très violent et œdipien de John Sturges avec Richard Widmark, puis *Des monstres attaquent la ville*, un classique de la science-fiction

fantastique américaine des années cinquante, réalisé par Gordon Douglas et interprété par des fourmis géantes.

● **Vendredi 23 h (A 2)** *Fiancées en folie* de Buster Keaton. Le fantasme mysogine absolu : pour hériter de sept millions de dollars, Buster doit se marier au plus tôt. Harcelé, poursuivi, traqué par des milliers de fiancées en folie, Buster ne doit son salut qu'à la fuite. Enorme et génial...

Michel laszlo

TOUJOURS DISPONIBLES

## « CGT, autour de la scission de 1921 » de Laurent Batsch et Michel Bouvet

La renaissance de la confrontation dans le mouvement syndical autour de thèmes classiques (unité, indépendance, démocratie) conduit nombre de syndicalistes à chercher dans l'Histoire la trace de débats anciens.

La première scission de la CGT, en 1921, est un moment privilégié pour saisir la naissance de courants de pensée et de pratiques syndicales qui se sont perpétués jusqu'à nos jours. C'est aussi la période où s'exercent dans le mouvement ouvrier

français les effets de la révolution d'octobre 1917.

Comment les formes d'organisation de la classe ouvrière traversent-elles une époque d'intense affrontement en son sein et de recomposition profonde de ses forces politiques ?

C'est à cette question que ce livre tente de donner une réponse, à partir d'études historiques trop dispersées jusqu'ici pour être aisément accessibles aux militants.

Ce livre apporte des éléments de réflexion utiles aux syndicalistes pour leur action aujourd'hui...

60F



# Rassemblement des travailleurs

## 26-27 mai

### LE BOURGET

contre l'austérité  
contre l'Europe capitaliste

## Souscription 84 objectif 500 000F

*Pour tenir le rassemblement du Bourget,  
pour aider la LCR*

*à mener cette campagne contre l'austérité*

**500 000 F sont nécessaires**

*(infrastructure, propagande, voyages)*

*Si chaque participant verse 50F,*

*si chaque lecteur ou lectrice*

*verse 50F de soutien,*

*5 000 travailleurs de tout le pays*

*pourront participer à ce rassemblement*

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

Mention brève : \_\_\_\_\_

Je verse : \_\_\_\_\_ F

(chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

#### Rassemblements régionaux

Calvados Caen : 14 avril

Seine-Maritime Rouen : 21 avril

Béarn Pau : 5 Mai

Puy-de-Dôme Clermont-Ferrand : 5 Mai

Loire-Atlantique Nantes : 5 mai

#### Meetings avec Alain Krivine

Gardanne : 29 mai

Vitry : 10 mai

Alençon : 11 Mai.

« A continuer comme ça, ils nous mènent à la catastrophe », disent les travailleurs. Le dégoût a succédé à la déception à l'égard de la gauche. Elle entonne le discours du capitalisme libéral, et tient le langage de l'austérité aux travailleurs dont elle a trahi les aspirations. Ses valeurs, laïcité, conquêtes sociales, nationalisation, pacifisme, sont tombées, frappées à mort par la politique gouvernementale du PS et du PC. Au fond de cette impasse, la droite de Chirac et l'extrême droite raciste de Le Pen se nourrissent des cadavres des espoirs du 10 mai.

Une autre force existe, pourtant. Celle qui refuse l'austérité, se bat pour l'école laïque et libre, contre les licenciements, contre la réduction du pouvoir d'achat. Dans les luttes, mais aussi dans les débats. Des centaines de travailleurs, de militants syndicalistes, de jeunes, français ou immigrés, cherchent une voie pour sortir de la crise. En témoignent les rassemblements régionaux ou locaux, les meetings que tient la LCR. Comment en finir avec la crise et rompre avec le capitalisme, telle est la grande question. Avoir le souci de répondre à cette interrogation, la LCR le partage avec d'autres courants, d'autres forces, d'autres militants.

Dans cette situation sociale et politique qui semble bloquée, mais qui recèle un potentiel de forces énorme, la LCR veut rassembler celles et ceux qui se proposent de créer ce courant contre l'austérité, pour une autre politique. Elle invite les organisations locales ou nationales, les militants et les travailleurs à venir débattre ensemble de ces questions : comment lutter, comment s'opposer à l'offensive de la droite, quel chemin pour en finir avec la crise.

Dans cet esprit, faire apparaître un grand courant national contre l'austérité, la LCR organise un « Rassemblement des travailleurs contre l'austérité et l'Europe capitaliste », les 26 et 27 mai au Bourget. Elle a invité des dizaines d'organisations, de personnalités du mouvement ouvrier.

Ce rassemblement, elle le voulait unitaire ; elle en proposait l'organisation avec d'autres groupes, d'autres forces. Les autres organisations ayant décliné l'offre, elle le tiendra sous son nom. Lutte ouvrière, le PCML, la Gauche autogestionnaire, des militants du PC, du PS, du PSU seront présents. Ainsi que des délégations de travailleurs des chantiers navals, de la sidérur-

gie, des mines, de l'automobile, de l'électronique, etc. Et, écho des luttes en Europe, des militants des conseils de fabriques italiens, des travailleurs espagnols de la sidérurgie, des syndicalistes allemands en lutte pour les 35 heures, des dockers danois retour d'une lutte sans précédent contre les licenciements.

Un rassemblement pour le débat, pour l'échange d'expérience, pour l'action aussi, un rassemblement où seront confrontées les expériences des travailleurs d'Europe face à l'austérité dictée par la CEE, à trois semaines des élections européennes. Voilà ce que veut faire la LCR, les 26 et 27 mai, au Bourget. Elle contribuera par ce rassemblement à constituer cette force des travailleurs, à en réunir ses composantes. Pour en finir avec l'austérité, l'offensive de la droite et du patronat. Pour tracer la voie de la rupture avec le capitalisme.

#### Dans notre presse

Un nouveau trimestre va commencer ; c'est tout de suite qu'il vous faut renouveler ou prendre un abonnement. L'originalité de cette formule réside essentiellement dans le service de votre abonnement par les militant(e)s LCR de votre entreprise ou localité, ce qui permet un contact plus personnalisé avec la LCR, et de faire part directement de vos remarques sur le contenu de notre presse. Vous pouvez aussi à cette occasion commander le numéro trimestriel des *Cahiers du féminisme*.

La préparation du Rassemblement contre l'austérité et l'Europe capitaliste sera largement portée par les numéros de ce trimestre. Le numéro de début mai de *Critique communiste* sera uniquement consacré aux thèmes en débat à cette occasion. La discussion la plus large pour le maximum d'action commune contre l'austérité et la droite, tel est le but de ce rassemblement. Les thèses politiques du VI<sup>e</sup> Congrès de la LCR, qui viennent d'être publiées, et le *Plan d'urgence* sont une première contribution de la LCR. Vous pouvez vous les procurer auprès des militant(e)s.

contre l'austérité  
contre l'Europe capitaliste

#### Samedi 26 mai

14 h-18 h. Forums avec de nombreux invités :

1. Les luttes ouvrières aujourd'hui
2. Les syndicats face à la crise
3. Les restructurations industrielles et les solutions anticapitalistes
4. Les jeunes, les immigrés et le racisme

19 h-21 h. Meeting international avec : des représentants des conseils de fabriques italiennes, des sidérurgistes espagnols, des syndicats allemands, des dockers danois.

#### Dimanche 27 mai

10 h-12 h. Trois forums :

1. Austérité et oppression des femmes
2. Militarisation et austérité
3. Pour l'école laïque

12 h-14 h. Repas en commun

14 h-16 h. Spectacle et meeting de clôture

Organisations invitées : Lutte ouvrière, PCML, Gauche autogestionnaire, UTCL, plusieurs associations de défense des travailleurs immigrés.